



CABINET AGENDA COTIERE DIAGNOSTICS

53 Rue Neuve  
01120 THIL

Tél : 04 78 06 62 65 – Fax : 04 78 06 62 65

Mob : 06 77 26 52 58

alain.antolinos@agendaexpertises.fr

Dossier N° 2020-02-091 #A

# Rapport de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante

## Listes A & B

### DESIGNATION DE L'IMMEUBLE

Adresse : **9 RUE DES TUILIERS**  
**69003 LYON**  
Référence cadastrale : **BD / 126**  
Lot(s) de copropriété : **145/146** N° étage : **3**  
Nature de l'immeuble : **Local Commercial ou Bureau**  
Étendue de la prestation : **Parties Privatives**  
Destination des locaux : **Bureaux**  
Date permis de construire : **1990**



### DESIGNATION DU PROPRIETAIRE

Propriétaire : [REDACTED]

Si le propriétaire n'est pas le donneur d'ordre (sur déclaration de l'intéressé) :

Qualité du donneur d'ordre :

Identification :

### DESIGNATION DE L'OPERATEUR DE REPERAGE

Opérateur de repérage : **Alain ANTOLINOS**  
Certification n°C2334 délivré par Qualixpert LCC 17 Rue Borrel 81100 CASTRES - Validité : 26/11/2018 ☒ Avec mention  
Formation à la prévention des risques liés à l'amiante conformément à l'arrêté du 23 février 2012

Cabinet de diagnostics : **CABINET AGENDA Cotière diagnostics**  
**53 Rue Neuve – 01120 THIL**  
N° SIRET : **503 656 928 00010**

Compagnie d'assurance : **ALLIANZ** N° de police : **49366477** Validité : **DU 01/01/2020 AU 31/12/2020**

Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par l'organisme certificateur mentionné sous le nom de l'opérateur de repérage concerné.

## REALISATION DE LA MISSION

N° de dossier : 2020-02-091 #A  
Ordre de mission du : 27/01/2020  
L'attestation requise par l'article R271-3 du CCH, reproduite en annexe, a été transmise au donneur d'ordre préalablement à la conclusion du contrat de prestation de service.  
Accompagnateur(s) : Pas d'accompagnateur  
Document(s) fourni(s) : Aucun  
Moyens mis à disposition : Aucun  
Laboratoire(s) d'analyses : CARSO LSEHL – 4, avenue Jean Moulin – 69200 VENISSIEUX – Accréditation n°1-1531K1122K  
Commentaires : Néant

## CADRE REGLEMENTAIRE

- Articles L1334-12-1 à L1334-17, R1334-20, R1334-21, R1334-23 à R1334-29-3 et R1334-29-7 du Code de la Santé Publique
- Arrêté du 12 décembre 2012 modifié relatif aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante et au contenu du rapport de repérage
- Arrêté du 12 décembre 2012 modifié relatif aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste B contenant de l'amiante et du risque de dégradation lié à l'environnement ainsi que le contenu du rapport de repérage

Nota : L'ensemble des références légales, réglementaires et normatives s'entendent de la version des textes en vigueur au jour de la réalisation du diagnostic.

## LIMITES DU DOMAINE D'APPLICATION DU REPERAGE

Ce repérage a pour objectif d'identifier et de localiser les matériaux et produits contenant de l'amiante incorporés dans l'immeuble bâti et susceptibles de libérer des fibres d'amiante en cas d'agression mécanique résultant de l'usage des locaux (chocs et frottements) ou générée à l'occasion d'opérations d'entretien et de maintenance. Il est basé sur les listes A et B de matériaux et produits mentionnés à l'Annexe 13-9 du Code de la Santé Publique et ne concerne pas les équipements et matériels (chaudières, par exemple).

Il est nécessaire d'avertir de la présence d'amiante toute personne pouvant intervenir sur ou à proximité des matériaux et produits concernés ou de ceux les recouvrant ou les protégeant. Ce repérage visuel et non destructif ne peut se substituer à un repérage avant réalisation de travaux ou avant démolition.

## CONCLUSION

Dans le cadre de la mission objet du présent rapport,  
il n'a pas été repéré de matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante,  
il n'a pas été repéré de matériaux et produits de la liste B contenant de l'amiante.

### Locaux ou parties de locaux non visités

Néant

### Composants ou parties de composants qui n'ont pu être inspectés

Néant

## DATES DE VISITE ET D'ETABLISSEMENT DU RAPPORT

Visite effectuée le **05/02/2020**

Rapport rédigé à **THIL**, le **05/02/2020**

Opérateur de repérage : **Alain ANTOLINOS**

Durée de validité : **Non définie par la réglementation**

Signature de l'opérateur de repérage



Cachet de l'entreprise

**Cotière Diagnostics**  
SARL au Capital de 5000 €  
53 rue Neuve - 91120 THIL  
Tél. 04 77 06 62 65 - Port 06 77 26 62 68  
RCS Bourg en Bresse 523 630 105 - APE 7120 B

Le présent rapport ne peut être reproduit que dans son intégralité (annexes comprises), et avec l'accord écrit de son signataire.

Ce repérage, basé sur les listes A et B de matériaux et produits mentionnés à l'Annexe 13-9 du Code de la Santé Publique, peut être utilisé pour la vente du bien, la constitution et la mise à jour du dossier technique amiante (DTA) et du dossier amiante parties privatives (DA-PP).

**Attention ! Avant tous travaux ou démolition, ce repérage doit être complété : contactez-nous pour plus d'informations.**

## CONDITIONS DE REALISATION DU REPERAGE

### Programme de repérage

Il s'agit de la liste réglementaire de matériaux et produits devant être inspectés. Il ne s'agit pas des matériaux et produits effectivement repérés. Si de tels composants amiantés ont été repérés, ils figurent ci-après au chapitre « Résultats détaillés du repérage ».

#### ANNEXE 13-9 DU CODE DE LA SANTE PUBLIQUE : LISTE A

Composant à sonder ou à vérifier
Flocages
Calorifugeages
Faux plafonds

#### ANNEXE 13-9 DU CODE DE LA SANTE PUBLIQUE : LISTE B

Composant de la construction	Partie du composant
<b>1. Parois verticales intérieures</b>	
Murs et cloisons « en dur » et poteaux (périphériques et intérieurs)	Enduits projetés, revêtements durs (plaques menuiserie, amiante-ciment) et entourages de poteaux (carton, amiante-ciment, matériau sandwich, carton + plâtre), coffrage perdu
Cloisons (légères et préfabriquées), gaines et coffres	Enduits projetés, panneaux de cloisons
<b>2. Planchers et plafonds</b>	
Plafonds, poutres et charpentes, gaines et coffres	Enduits projetés, panneaux collés ou vissés
Planchers	Dalles de sol
<b>3. Conduits, canalisations et équipements intérieurs</b>	
Conduits de fluides (air, eau, autres fluides...)	Conduits, enveloppes de calorifuges
Clapets/volets coupe-feu	Clapets, volets, rebouchage
Portes coupe-feu	Joints (tresses, bandes)
Vide-ordures	Conduits
<b>4. Éléments extérieurs</b>	
Toitures	Plaques, ardoises, accessoires de couverture (composites, fibres-ciment), bardeaux bitumineux
Bardages et façades légères	Plaques, ardoises, panneaux (composites, fibres-ciment)



Conduits en toiture et façade

Conduits en amiante-ciment : eaux pluviales, eaux usées, conduits de fumée

## Modes opératoires

Nous tenons à votre disposition nos modes opératoires pour les missions de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante. Ces modes opératoires décrivent la méthodologie propre à nos interventions. Ils permettent notamment de limiter la propagation de fibres d'amiante lors des sondages et prélèvements.

## Conditions d'inaccessibilité

Les éléments cachés (plafonds, murs, sols, ...) par du mobilier, des revêtements de décoration de type synthétique, panneaux, matériaux isolants, cloisons ou tous autres matériaux pouvant masquer des matériaux ou produits contenant de l'amiante, ne peuvent être examinés par manque d'accessibilité.

Les parties d'ouvrage, éléments en amiante inclus dans la structure du bâtiment ainsi que les éléments coffrés ne peuvent être contrôlés, notre mission n'autorisant pas de démontage ni de destruction.

Les prélèvements nécessaires au repérage et entraînant une dégradation des matériaux sont réalisés sous la responsabilité du maître d'ouvrage. Les prélèvements concernant les matériaux ayant une fonction de sécurité (éléments coupe-feu, clapets, joints, ...) ne sont réalisés que s'ils n'entraînent aucune modification de l'efficacité de leur fonction de sécurité.

## Constataions diverses

Néant


## RESULTATS DETAILLES DU REPERAGE

Ces résultats sont présentés sous 2 formes :

- « Locaux visités & matériaux et produits repérés » :
  - ▶ Les matériaux et produits repérés sont regroupés par local visité, qu'ils contiennent de l'amiante ou pas ;
  - ▶ Leur identification est réalisée grâce à un numéro unique et une désignation en langage courant ;
- « Matériaux et produits contenant de l'amiante » et « Matériaux et produits ne contenant pas d'amiante » :
  - ▶ Les matériaux et produits repérés sont regroupés selon le fait qu'ils contiennent ou pas de l'amiante, indépendamment du local où ils se trouvent ;
  - ▶ Leur identification est réalisée grâce à un numéro unique (le même que précédemment, ce qui permet de faire le lien entre les 2 types de présentation des résultats) et leur libellé réglementaire (composant / partie du composant) ;
  - ▶ Le critère ayant permis de conclure à la présence ou à l'absence d'amiante y est précisé (après analyse, sur décision de l'opérateur).

Enfin, la **légende** ci-dessous permet d'expliciter la terminologie et les pictogrammes utilisés dans les tableaux de résultats.

## Légende des colonnes des tableaux de matériaux et produits repérés


CARACTERISTIQUE	Identifiant	Commentaire
Élément de construction	N°	Numéro de l'élément de construction permettant de faire le lien entre sa désignation courante et son libellé réglementaire
	Désignation	Description courante de l'élément de construction
	Composant / Partie du composant	Description selon le programme de repérage réglementaire (cf. 'Conditions de réalisation du repérage')
Sondages et prélèvements	⊗	Prélèvement (P001 : référence du prélèvement) Si le pictogramme est rouge, alors le matériau est amianté
	⊙	Sondage : le recensement des sondages n'a pas vocation à être exhaustif D001 : référence de la décision opérateur ZSO : zone de similitude d'ouvrage (se réfère à un prélèvement sur un matériau ou produit de même nature) Si le pictogramme est rouge, alors le matériau est amianté
		Présence d'amiante
	?	Prélèvement en attente de résultat d'analyse





CARACTERISTIQUE	Identifiant	Commentaire
	ZH	Zone homogène : partie d'un immeuble bâti présentant des similitudes sur le type de matériau ou produit, la présence d'une protection, l'état de dégradation, l'exposition à la circulation d'air et aux chocs et vibrations, l'usage des locaux
Paroi	A, B, ..., Z	Murs : le mur A est le mur d'entrée dans la pièce, les lettres suivantes sont affectées aux autres murs en fonction du sens des aiguilles d'une montre
	SO	Sol
	PL	Plafond
État de conservation (EC)	1, 2 ou 3	Classification des flocages, calorifugeages et faux plafonds (arrêté du 12/12/2012) : le cas échéant, voir en annexe les grilles d'évaluation
Justification		Indication des éléments qui ont permis de conclure à la présence ou à l'absence d'amiante
Préconisation	Recommandations de gestion	EP Évaluation périodique (arrêté du 12/12/2012)
		AC1 Action corrective de 1 <sup>er</sup> niveau (arrêté du 12/12/2012)
		AC2 Action corrective de 2 <sup>nd</sup> niveau (arrêté du 12/12/2012)
	Obligations réglementaires	EVP Évaluation périodique dans un délai maximal de trois ans (article R1334-27 du Code de la Santé Publique)
		SNE Surveillance du niveau d'empoussièrement dans l'air (article R1334-27 du Code de la Santé Publique)
		TCR Travaux de confinement ou de retrait dans un délai maximal de trois ans (article R1334-27 du Code de la Santé Publique)









## Locaux visités & matériaux et produits repérés

Les (éventuelles) lignes d'éléments de construction en gras (avec pictogrammes 'a' et prélèvements/sondages en rouge) correspondent à des matériaux ou produits contenant de l'amiante, dont on trouvera le détail dans les rubriques suivantes. Les autres lignes d'éléments de construction correspondent à des matériaux ou produits ne contenant pas d'amiante, dont on trouvera le détail dans les rubriques suivantes, ou n'entrant pas dans le cadre de cette mission.

LOCAL	Élément de construction			Sondages et prélèvements
	N°	Désignation	Photo	
LOT 145 3ème étage Entrée	1	Sol Moquette fixée		
	2	Mur(s) Plâtre Peinture		
	3	Mur(s) Bois Peinture		
	4	Plafond Dalle faux plafonds		P001 ⊗
	5	Conduit(s) de fluide Pvc		D008 ⊙
	49	Plafond Béton Peinture		ZSO P003 ⊙
LOT 145 3ème étage Bureau	6	Sol Moquette fixée		
	7	Mur(s) Plâtre Peinture		
	8	Mur(s) Bois Peinture		
	9	Plafond Dalle faux plafonds		ZSO P001 ⊙
	50	Plafond Béton Peinture		ZSO P003 ⊙
LOT 145 3ème étage Dégagement	10	Sol Moquette fixée		
	11	Mur(s) Plâtre Peinture		
	12	Mur(s) Bois Peinture		
	13	Plafond Dalle faux plafonds		ZSO P001 ⊙
	47	Plafond Béton Peinture		ZSO P003 ⊙

LOCAL	Élément de construction			Sondages et prélèvements
	N°	Désignation	Photo	
LOT 145 3ème étage Cuisine	14	Sol Dalle de sol		P002 ⊗
	15	Mur(s) Plâtre Peinture		
	16	Mur(s) Bois Peinture		
	17	Plafond Dalle faux plafonds		ZSO P001 ⊙
	18	Conduit(s) de fluide Métal ou Pvc		D001 ⊙
	48	Plafond Béton Peinture		P003 ⊗
LOT 145 3ème étage Salle 1	19	Sol Moquette fixée		
	20	Mur(s) Plâtre Peinture		
	21	Mur(s) Bois Peinture		
	22	Plafond Dalle faux plafonds		ZSO P001 ⊙
	51	Plafond Béton Peinture		ZSO P003 ⊙
LOT 145 3ème étage Salle 2	23	Sol Moquette fixée		
	24	Mur(s) Plâtre Peinture		
	25	Mur(s) Bois Peinture		
	26	Plafond Dalle faux plafonds		ZSO P001 ⊙
	52	Plafond Béton Peinture		ZSO P003 ⊙
LOT 145 3ème étage Bureau 2	27	Sol Moquette fixée		
	28	Mur(s) Plâtre Peinture		
	29	Mur(s) Bois Peinture		
	30	Plafond Dalle faux plafonds		ZSO P001 ⊙
	53	Plafond Béton Peinture		ZSO P003 ⊙
LOT 145 3ème étage Salle 3	31	Sol Moquette fixée		
	32	Mur(s) Plâtre Peinture		
	33	Mur(s) Bois Peinture		
	34	Plafond Dalle faux plafonds		ZSO P001 ⊙
	54	Plafond Béton Peinture		ZSO P003 ⊙
LOT 145 3ème étage Placard	35	Sol Moquette fixée		
	36	Mur(s) Plâtre Peinture		
	37	Mur(s) Bois Peinture		
	38	Plafond Dalle faux plafonds		ZSO P001 ⊙
	55	Plafond Béton Peinture		ZSO P003 ⊙
LOT 145 3ème étage local1	39	Sol Moquette fixée		
	40	Mur(s) Plâtre Peinture		
	41	Mur(s) Bois Peinture		
	42	Plafond Dalle faux plafonds		ZSO P001 ⊙
	56	Plafond Béton Peinture		ZSO P003 ⊙



LOCAL	Élément de construction			Sondages et prélèvements
	N°	Désignation	Photo	
LOT 145 3ème étage Salle 4	43	Sol Moquette fixée		
	44	Mur(s) Plâtre Peinture		
	45	Mur(s) Bois Peinture		
	46	Plafond Dalle faux plafonds		ZSO P001 
	57	Plafond Béton Peinture		ZSO P003 
LOT 146 3ème étage Palier	58	Sol Carrelage		
	59	Mur(s) Plâtre Peinture		
	60	Plafond Dalle faux plafonds Armstrong		D007 
LOT 146 3ème étage Sanitaire	61	Sol Carrelage		
	62	Mur(s) Faïence		
	63	Plafond Béton		
	64	Conduit(s) de fluide Métal ou Pvc		D004 
LOT 146 3ème étage WC	65	Sol Carrelage		
	66	Mur(s) Faïence		
	67	Plafond Béton		
	68	Conduit(s) de fluide Métal ou Pvc		D002 
LOT 146 3ème étage Sanitaire 2	69	Sol Carrelage		
	70	Mur(s) Faïence		
	71	Plafond Béton		
	72	Conduit(s) de fluide Métal ou Pvc		D005 
LOT 146 3ème étage WC 2	73	Sol Carrelage		
	74	Mur(s) Faïence		
	75	Plafond Béton		
	76	Conduit(s) de fluide Métal ou Pvc		D003 
LOT 146 3ème étage WC 3	77	Sol Carrelage		
	78	Mur(s) Faïence		
	79	Plafond Béton		
	80	Conduit(s) de fluide Métal ou Pvc		D006 

## Matériaux ou produits contenant de l'amiante

Cette rubrique permet de faire le lien entre les matériaux et produits amiantés repérés ci-dessus à la rubrique « Locaux visités & matériaux et produits repérés » et la terminologie réglementaire rappelée à la rubrique « Programme de repérage ». La correspondance s'établit grâce au N° d'élément de construction.

### SUR DECISION DE L'OPERATEUR

Néant

### APRES ANALYSE

Néant



## Matériaux ou produits ne contenant pas d'amiante

Cette rubrique permet de faire le lien entre les matériaux et produits non amiantés repérés ci-dessus à la rubrique « Locaux visités & matériaux et produits repérés » et la terminologie réglementaire rappelée à la rubrique « Programme de repérage ». La correspondance s'établit grâce au N° d'élément de construction.


# SUR DECISION DE L'OPERATEUR

ÉLÉMENT DE CONSTRUCTION		Localisation		Décision		EC	Préco	Photo
N°	COMPOSANT / PARTIE	Local	Paroi	ZSO	Réf.			
5	Conduits de fluides / Conduits	LOT 145 3ème étage Entrée			D008			
		<u>Justification</u> : Matériau ou produit qui par nature ne contient pas d'amiante						
18	Conduits de fluides / Conduits	LOT 145 3ème étage Cuisine			D001			
		<u>Justification</u> : Matériau ou produit qui par nature ne contient pas d'amiante						
60	Conduits de fluides / Conduits	LOT 146 3ème étage Palier	PL		D007			
		<u>Justification</u> : Jugement personnel de l'opérateur (connaissance du matériau ou produit)						
64	Conduits de fluides / Conduits	LOT 146 3ème étage Sanitaire			D004			
		<u>Justification</u> : Matériau ou produit qui par nature ne contient pas d'amiante						
68	Conduits de fluides / Conduits	LOT 146 3ème étage WC			D002			
		<u>Justification</u> : Matériau ou produit qui par nature ne contient pas d'amiante						
72	Conduits de fluides / Conduits	LOT 146 3ème étage Sanitaire 2			D005			
		<u>Justification</u> : Matériau ou produit qui par nature ne contient pas d'amiante						
76	Conduits de fluides / Conduits	LOT 146 3ème étage WC 2			D003			
		<u>Justification</u> : Matériau ou produit qui par nature ne contient pas d'amiante						
80	Conduits de fluides / Conduits	LOT 146 3ème étage WC 3			D006			
		<u>Justification</u> : Matériau ou produit qui par nature ne contient pas d'amiante						

# APRES ANALYSE

ÉLÉMENT DE CONSTRUCTION		Localisation		Prélèvement		EC	Préco	Photo
N°	COMPOSANT / PARTIE	Local	Paroi	ZSO	Réf.			
4	Faux plafonds	LOT 145 3ème étage Entrée	PL		P001			
9	Faux plafonds	LOT 145 3ème étage Bureau	PL	X	P001			
13	Faux plafonds	LOT 145 3ème étage Dégagement	PL	X	P001			
14	Planchers / Dalles de sol	LOT 145 3ème étage Cuisine	SO		P002			
17	Faux plafonds	LOT 145 3ème étage Cuisine	PL	X	P001			
22	Faux plafonds	LOT 145 3ème étage Salle 1	PL	X	P001			
26	Faux plafonds	LOT 145 3ème étage Salle 2	PL	X	P001			
30	Faux plafonds	LOT 145 3ème étage Bureau 2	PL	X	P001			
34	Faux plafonds	LOT 145 3ème étage Salle 3	PL	X	P001			
38	Faux plafonds	LOT 145 3ème étage Placard	PL	X	P001			
42	Faux plafonds	LOT 145 3ème étage local1	PL	X	P001			
46	Faux plafonds	LOT 145 3ème étage Salle 4	PL	X	P001			



ÉLÉMENT DE CONSTRUCTION		Localisation		Prélèvement		EC	Préco	Photo
N°	COMPOSANT / PARTIE	Local	Paroi	ZSO	Réf.			
47	Plafonds / Enduits projetés	LOT 145 3ème étage Dégagement	PL	X	P003			
48	Plafonds / Enduits projetés	LOT 145 3ème étage Cuisine	PL		P003			
49	Plafonds / Enduits projetés	LOT 145 3ème étage Entrée	PL	X	P003			
50	Plafonds / Enduits projetés	LOT 145 3ème étage Bureau	PL	X	P003			
51	Plafonds / Enduits projetés	LOT 145 3ème étage Salle 1	PL	X	P003			
52	Plafonds / Enduits projetés	LOT 145 3ème étage Salle 2	PL	X	P003			
53	Plafonds / Enduits projetés	LOT 145 3ème étage Bureau 2	PL	X	P003			
54	Plafonds / Enduits projetés	LOT 145 3ème étage Salle 3	PL	X	P003			
55	Plafonds / Enduits projetés	LOT 145 3ème étage Placard	PL	X	P003			
56	Plafonds / Enduits projetés	LOT 145 3ème étage local1	PL	X	P003			
57	Plafonds / Enduits projetés	LOT 145 3ème étage Salle 4	PL	X	P003			

## ANNEXES

### Notice d'information

Les maladies liées à l'amiante sont provoquées par l'inhalation des fibres. Toutes les variétés d'amiante sont classées comme substances cancérigènes avérées pour l'homme. L'inhalation de fibres d'amiante est à l'origine de cancers (mésothéliomes, cancers broncho-pulmonaires), et d'autres pathologies non cancéreuses (épanchements pleuraux, plaques pleurales).

L'identification des matériaux et produits contenant de l'amiante est un préalable à l'évaluation et à la prévention des risques liés à l'amiante. Elle doit être complétée par la définition et la mise en œuvre de mesures de gestion adaptées et proportionnées pour limiter l'exposition des occupants présents temporairement ou de façon permanente dans l'immeuble. L'information des occupants présents temporairement ou de façon permanente est un préalable essentiel à la prévention du risque d'exposition à l'amiante.

Il convient donc de veiller au maintien du bon état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante afin de remédier au plus tôt aux situations d'usure anormale ou de dégradation.

Il conviendra de limiter autant que possible les interventions sur les matériaux et produits contenant de l'amiante qui ont été repérés et de faire appel aux professionnels qualifiés notamment dans le cas de retrait ou de confinement de ce type de matériau ou produit.







Enfin, les déchets contenant de l'amiante doivent être éliminés dans des conditions strictes, renseignez-vous auprès de votre mairie ou votre préfecture. Pour connaître les centres d'élimination près de chez vous consultez la base de données « déchets » gérée par l'ADEME directement accessible sur le site Internet [www.sinoe.org](http://www.sinoe.org).

### Rapports précédemment réalisés

Néant

### Plans et croquis

■ Planche 1/1 : 3ème étage

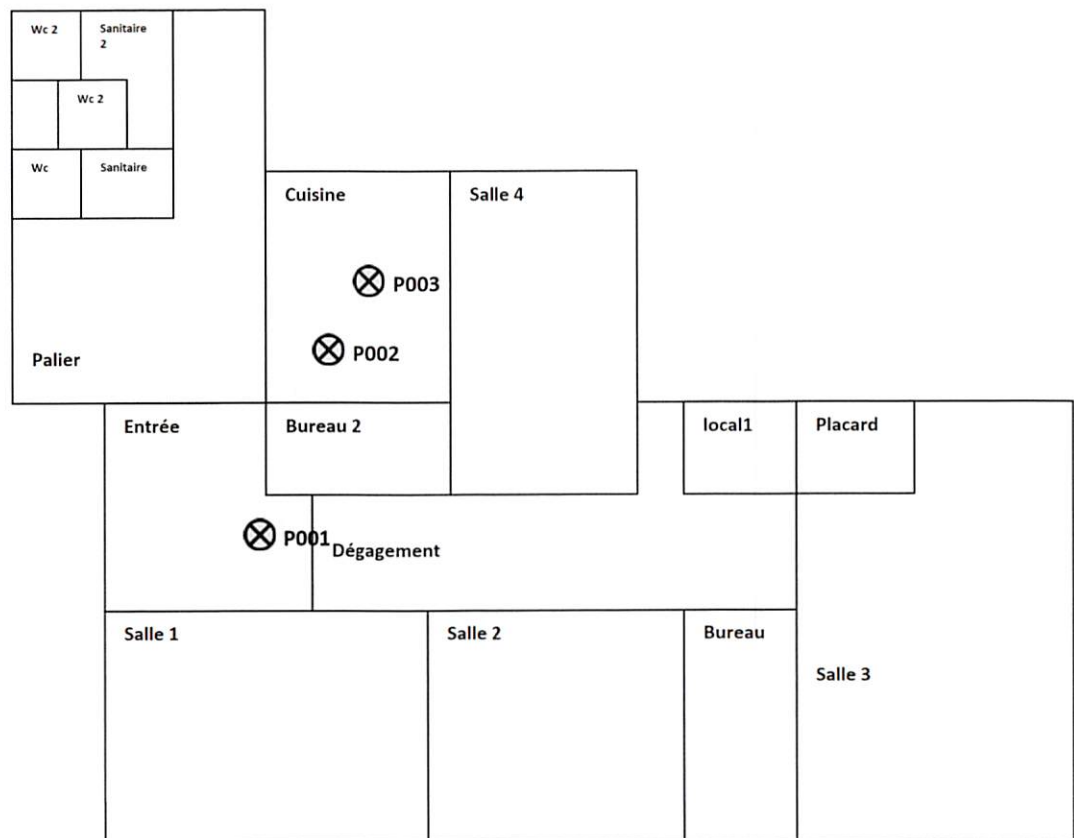
Légende			
	Sondage		Zone amiantée
	Prélèvement		Élément amianté
	Local non visité		Investigation approfondie à réaliser

Chaque pictogramme est accompagné d'un identifiant qui correspond :

- Au numéro de l'élément de construction, pour les zones et les éléments amiantés ;
- À la référence du prélèvement ou du sondage, pour les prélèvements et les sondages.

<b>PLANCHE DE REPERAGE USUEL</b>				<i>Adresse de l'immeuble:</i> 9 RUE DES TUILIERS 69003 LYON
<i>N° dossier:</i> 2020-02-091				
<i>N° planche:</i>	1/1	<i>Version:</i>	1	<i>Type:</i> Croquis
<i>Origine du plan:</i> Cabinet de diagnostic				<i>Bâtiment – Niveau:</i> 3ème étage

Document sans échelle remis à titre indicatif





## Rapports d'essais de laboratoire

PRELEVEMENT(S) N°1-2-3

### CARSO - LABORATOIRE SANTÉ ENVIRONNEMENT HYGIÈNE DE LYON

Laboratoire Agréé pour les analyses d'eaux par le Ministère de la Santé

Département Amiante  
4, avenue Jean Moulin - CS 30228  
69633 VENISSIEUX CEDEX  
Tél : (33) 04 72 76 16 39  
Fax : (33) 04 78 72 00 67

#### RAPPORT D'ANALYSE

#### RECHERCHE DE FIBRES D'AMIANTE ET DE FCR DANS LES MATERIAUX



Edité le 11/02/2020  
22:49:07

COTIERE DIAGNOSTICS  
Monsieur Alain ANTOLINOS  
53, rue Neuve  
01120 THIL  
France

Tél client : 04.78.06.62.65 / 06 77 26 52 58  
Fax client : 04.78.06.62.65

Le rapport établi ne concerne que les échantillons soumis à l'essai. Il comporte 1 page.

La reproduction de ce rapport d'analyse n'est autorisée que sous la forme de fac-similé photographique intégral.

Identification Dossier CARSO **AMI20-1617**  
Identification Dossier Client Dossier n°2020-02-091  
Contrat AMIC16-7  
Réceptionné le 07/02/2020  
Site [REDACTED]  
9 RUE DES TULLIERS  
69003 LYON

Nombre d'échantillon(s) du dossier : 3  
Nombre d'échantillon(s) approuvé(s) : 3

Approuvé par : **Gilles POTIN**

Echantillon	Référence client	Description visuelle de la couche	Technique utilisée	Nombre Préparation	Résultats	Cofrac
AMI2002-1975-1	Ech P001 - 1/3 3ème étage - Entrée Plafond dalle faux plafonds	matériau(x) fibro-granuleux beige(s) + peinture(s) blanc(hes) (indissociables)	META	1	amiante non détectée	#
AMI2002-1976-1	Ech P002 - 2/3 3ème étage - Cuisine Sol dalle de sol	matériau(x) plastifié(s) souple(s) rouge(s) + mousse(s) gris(es) (indissociables)	META	1	amiante non détectée	#
AMI2002-1977-1	Ech P003 - 3/3 3ème étage - Cuisine Plafond Béton Peinture	matériau(x) granuleux dur(s) blanc(hes) + peinture(s) blanc(hes) (indissociables)	META	1	amiante non détectée	#

META : Microscopie Electronique à Transmission Analytique réalisée selon méthode interne MAM-004 et NF X43-050

Les données concernant la réception, la conservation, le traitement analytique de l'échantillon et les incertitudes de mesure sont consultables au laboratoire. Pour déclarer, ou non, la conformité à la spécification, il n'a pas été tenu explicitement compte de l'incertitude associée au résultat.

L'accréditation du COFRAC atteste de la compétence des laboratoires pour les seuls essais couverts par l'accréditation, identifiés par le symbole #.

La limite de détection garantie de la méthode pour la détection et la récupération d'une fibre d'amiante dans le matériau est garantie à 0.1 % en masse.

Si Amiante non détecté, la couche peut renfermer une teneur inférieure à la limite de détection garantie de fibre d'amiante.

Les paramètres sous-traités sont identifiés par (\*).

Gilles POTIN  
Coordinateur de Laboratoire



Page 1 / 1

Société par action simplifiée au capital de 2 283 622 30 € - RCS Lyon B 410 545 313 - SIRET 410 545 313 00042 - APE 7120B - N° TVA : FR 82 410 545 313  
Siège social et laboratoire : 4, avenue Jean Moulin - CS 30228 - 69633 VENISSIEUX CEDEX - Tél : (33) 04 72 76 16 16 - Fax : (33) 04 78 72 00 67  
Site web : [www.groupecarso.com](http://www.groupecarso.com) - e-mail : [carso@groupecarso.com](mailto:carso@groupecarso.com)

## Attestation d'assurance

Formule N° 43 202 411 - Agencement N° 140167

### Attestation d'assurance

Allianz

Allianz Responsabilité Civile Activités de Services

La Société d'Assurances, Allianz I.A.R.D., dont le siège social est situé, 1 cours Michel - CS 30051 - 92076 Paris La Défense cedex

certifie que :

**COTIERE DIAGNOSTICS**  
Alain ANTOLINOS  
53 rue Neuve  
91120 THIL

est titulaire d'un contrat Allianz Responsabilité Civile Activités de Services souscrit auprès d'elle sous le N° 4036477.

Ce contrat a pour objet de :

- satisfaire aux obligations édictées par l'ordonnance n° 2005 - 655 du 8 juin 2005 et son décret d'application n° 2006 - 1114 du 5 septembre 2006, modifié aux articles R 271-1 à R 271-4 et L 271-6 du Code de la construction et de l'habitation, ainsi que ses textes ultérieurs ;
- garantir l'assuré contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile professionnelle qu'il peut encourir à l'égard d'autrui du fait des activités, telles que déclarées aux Dispositions Particulières, à savoir :

Sont couvertes les activités suivantes, sous réserve que les compétences de l'assuré, personne physique ou que les compétences de ses diagnostiqueurs salariés soient certifiées par un organisme accrédité, lorsque la réglementation l'exige, et ce pour l'ensemble des diagnostics réalisés :

Relevage légal et à l'échelle de DAPP et de DTA, évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante, repérage légal C, repérage avant travaux, examen visuel après travaux de retrait de matériaux et produits contenant de l'amiante, dans tout type de bâtiment et plus généralement dans tout type d'ouvrage ou d'équipement de genre civil (bâtiments A/C/C/merci) ;

Exposition au plomb (CREP), parties privatives et parties communes ;

Recherche de plomb avant travaux ;

Etat de l'installation intérieure de gaz ;

Diagnostic de performance énergétique (DPE) tous types de bâtiments ;

Etat de l'installation intérieure d'électricité, parties privatives et parties communes ;

Diagnostic Technique Global (DTG) ;

Le Canevas ;

Etat des Risques et Pollutions (ERP) ;

Milieux de copropriété, ordonnances de charges ;

Constat logement décent ;

Petit conventionné - Normes d'habitabilité ;

Diagnostic mètreage habitable - Relevé de surfaces ;

Plans et croquis à l'exécution de toute activité de conception ;

Etat des lieux avant ;

Relevé de cotes pour la réalisation de plans d'évacuation et constat visuel de présence ou non de portes coupe-feu dans les immeubles d'habitation ;

Détermination de la concentration de plomb dans l'eau des canalisations ;

Installation de collecteurs de fumées ;

Réalisation des attestations de prise en compte de la réglementation thermique pour les maisons individuelles ou accolées ;

Constat et Etude en Réhabilitation Énergétique ;

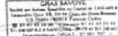
Diagnostic sécurité piscine ;

La présente attestation est délivrée pour la période du 1<sup>er</sup> janvier 2020 au 31 décembre 2020 et sous réserve du paiement de la cotisation émise ou à émettre.

Garantie RC Professionnelle : 3 000 000 € par sinistre et par année d'assurance.

Le présent document, établi par Allianz I.A.R.D., a pour objet d'attester l'existence d'un contrat. Il constitue une présomption d'application des garanties, mais ne peut engager Allianz I.A.R.D. au-delà des conditions et limites du contrat auquel il se réfère. Les exceptions de garantie opposables aux souscripteurs et assurés le sont également à toute personne bénéficiaire de l'indemnité (réalisation, nullité, règle proportionnelle, exclusions, déchéances...). Toute adjonction autre que les cachets et signatures de représentant de la Société est réputée non écrite.

Etablie à La Défense, le 27 décembre 2019. Pour Allianz



Allianz I.A.R.D.  
Siège social : 1 cours Michel - CS 30051 - 92076 Paris La Défense cedex  
Société anonyme au capital de 901 967 200 euros

Siège social : 1 cours Michel - CS 30051 - 92076 Paris La Défense cedex  
Société anonyme au capital de 901 967 200 euros

## Certifications

LA CERTIFICATION  
**QUALIXPERT**  
DES DIAGNOSTICS

Certificat N° C2334

Monsieur Alain ANTOLINOS

cofrec

CERTIFICATION  
DE PERSONNES

ACCREDITATION  
N° 0001

POUR  
LES DIAGNOSTICS

www.cofrec.fr

Certifié dans le cadre du processus de certification PN04 consultable sur [www.qualixpert.com](http://www.qualixpert.com) conformément à l'ordonnance 2005-655 titre III du 8 juin 2005 et au décret 2006-1114 du 05 septembre 2006.

dans le(s) domaine(s) suivant(s) :

Constat de risque d'exposition au plomb	Certificat valable Du 21/03/2019 au 20/03/2023	Arrêté du 21 novembre 2006 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs des constats de risque d'exposition au plomb, des diagnostics du risque d'exposition par le plomb des peintures ou des cornues après travaux en présence de plomb, et les critères d'accréditation des organismes de certification.
Etat des installations intérieures de gaz	Certificat valable Du 25/03/2018 au 24/03/2022	Arrêté du 06 août 2007 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure de gaz et les critères d'accréditation des organismes de certification.
Diagnostic de performance énergétique tous types de bâtiments	Certificat valable Du 25/03/2018 au 24/03/2022	Arrêté du 15 octobre 2006 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant le diagnostic de performance énergétique ou l'attestation de prise en compte de la réglementation thermique, et les critères d'accréditation des organismes de certification.
Etat des installations intérieures d'électricité	Certificat valable Du 27/11/2018 au 26/11/2022	Arrêté du 8 juillet 2008 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure d'électricité et les critères d'accréditation des organismes de certification.
Amiante avec mention	Certificat valable Du 01/07/2017 au 30/06/2022	Arrêté du 29 juillet 2016 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs de repérages, d'évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante, et d'examen visuel après travaux dans les immeubles légal et les critères d'accréditation des organismes de certification.

Date d'établissement le vendredi 08 juin 2018

Marjorie ALBERT  
Directrice Administrative

*(Signature)*

Logo F91 Certification de compétence version 1.14/13

Site : [www.qualixpert.com](http://www.qualixpert.com)

Mail : [info@qualixpert.com](mailto:info@qualixpert.com)

Tel : 01 70 00 00 00 - Fax : 01 70 00 00 00

## Attestation d'indépendance

« Je soussigné Alain ANTOLINOS, Gérant du Cabinet AGENDA, atteste sur l'honneur, conformément aux articles L271-6 et R271-3 du Code de la Construction et de l'Habitation :

- Disposer des moyens en matériel et en personnel nécessaires aux prestations ;
- Que les personnes chargées de la réalisation des états, constats et diagnostics disposent des moyens et des certifications requises leur permettant de mener à bien leur mission ;
- Avoir souscrit une assurance permettant de couvrir les conséquences d'un engagement de notre responsabilité en raison de nos interventions ;
- N'avoir aucun lien de nature à porter atteinte à notre impartialité et à notre indépendance, ni avec le propriétaire ou son mandataire qui fait appel à nous, ni avec une entreprise pouvant réaliser des travaux sur les ouvrages, installations ou équipements pour lesquels il nous est demandé de réaliser la présente mission, et notamment :
  - N'accorder, directement ou indirectement, à l'entité visée à l'article 1er de la loi n° 70-9 du 2 janvier 1970 qui intervient pour la vente ou la location du bien objet de la présente mission, aucun avantage ni rétribution, sous quelque forme que ce soit ;
  - Ne recevoir, directement ou indirectement, de la part d'une entreprise pouvant réaliser des travaux sur les ouvrages, installations ou équipements sur lesquels porte la présente mission, aucun avantage ni rétribution, sous quelque forme que ce soit. »

**Cotière Diagnostics**  
SARL au Capital de 100 000 €  
53 rue Neuve - 91120 THIL  
Tél. 04 72 06 62 65 - Fax 04 77 26 62 58  
RCS Bourg en France 543 556 363 - APE 7120 B

*(Signature)*





CABINET AGENDA COTIERE DIAGNOSTICS

53 Rue Neuve  
01120 THIL

Tél : 04 78 06 62 65 – Fax : 04 78 06 62 65

Mob : 06 77 26 52 58

alain.antolinos@agendaexpertises.fr

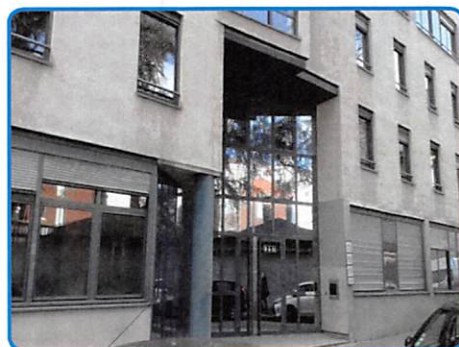
Dossier N° 2020-02-091 #D

# Diagnostic de performance énergétique (DPE)

## Bâtiment à usage principal autre que d'habitation (6.3.a bis)

### DESIGNATION DE L'IMMEUBLE

Adresse : 9 RUE DES TUILIERS  
69003 LYON  
Référence cadastrale : BD / 126  
Lot(s) de copropriété : 145/146 N° étage : 3  
Nature de l'immeuble : Local Commercial ou Bureau  
Étendue de la prestation : Parties Privatives  
Destination des locaux : Bureaux  
Année de construction : 1990



### DESIGNATION DU PROPRIETAIRE

Propriétaire :

Donneur d'ordre (sur déclaration de l'intéressé) :

- ☒ Propriétaire de l'immeuble  
☐ Autre, le cas échéant (préciser) :

### DESIGNATION DE L'OPERATEUR DE DIAGNOSTIC

Opérateur de diagnostic : Alain ANTOLINOS  
Certification n°C2334 délivré par Qualixpert LCC 17 Rue Borrel 81100 CASTRES - Validité : 24/03/2023  
☒ Avec mention

Cabinet de diagnostics : CABINET AGENDA Cotière diagnostics  
53 Rue Neuve – 01120 THIL  
N° SIRET : 503 656 928 00010

Compagnie d'assurance : ALLIANZ N° de police : 49366477 Validité : DU 01/01/2020 AU 31/12/2020

Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par l'organisme certificateur mentionné sous le nom de l'opérateur de repérage concerné.

Le présent rapport ne peut être reproduit que dans son intégralité (annexes comprises), et avec l'accord écrit de son signataire.

### REALISATION DE LA MISSION

N° de dossier : 2020-02-091 #D

Ordre de mission du : 27/01/2020

L'attestation requise par l'article R271-3 du CCH, reproduite en annexe, a été transmise au donneur d'ordre préalablement à la conclusion du contrat de prestation de service.

[www.agendadiagnostics.fr](http://www.agendadiagnostics.fr)

Chaque cabinet est juridiquement et financièrement indépendant.  
SARL au capital de 8000 € - SIRET : 503 656 928 00010 - APE : 7120B





Accompagnateur(s) : **Pas d'accompagnateur**  
Document(s) fourni(s) : **Aucun**  
Moyens mis à disposition : **Aucun**  
Commentaires : **Néant**

## **CADRE REGLEMENTAIRE**

- Articles L134-1 à L134-5 et R134-1 à R134-5-6 du Code de la Construction et de l'Habitation
- Arrêté du 15/09/2006 relatif au diagnostic de performance énergétique pour les bâtiments existants proposés à la vente en France métropolitaine
- Arrêté du 15/09/2006 relatif aux méthodes et procédures applicables au diagnostic de performance énergétique pour les bâtiments existants proposés à la vente en France métropolitaine
- Arrêté du 24/12/2012 relatif à la base de données introduite par le décret n° 2011-807 du 5 juillet 2011 relatif à la transmission des diagnostics de performance énergétique à l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie

Nota : L'ensemble des références légales, réglementaires et normatives s'entendent de la version des textes en vigueur au jour de la réalisation du diagnostic.

## **LIMITES DU DOMAINE D'APPLICATION DU DIAGNOSTIC**

Le diagnostic de performance énergétique d'un bâtiment ou d'une partie de bâtiment est un document qui comprend, pour ceux à usage principal d'habitation construits avant le 1er janvier 1948, pour les appartements avec chauffage ou ECS collectif sans comptage individuel, ainsi que pour ceux à usage principal autre que d'habitation, la quantité d'énergie effectivement consommée, ainsi qu'une classification en fonction de valeurs de référence afin que les consommateurs puissent comparer et évaluer sa performance énergétique. Il est accompagné de recommandations destinées à améliorer cette performance.

En cas de vente de tout ou partie d'un immeuble bâti, le propriétaire doit tenir le diagnostic de performance énergétique à la disposition de tout candidat acquéreur. L'acquéreur ne peut se prévaloir à l'encontre du propriétaire des informations contenues dans le diagnostic de performance énergétique qui n'a qu'une valeur informative. D'autre part, le classement du bien au regard de sa performance énergétique doit être mentionné dans les annonces relatives à la vente.





## DIAGNOSTIC DE PERFORMANCE ENERGETIQUE

*Une information au service de la lutte contre l'effet de serre*  
(6.3.a bis) Bureaux, services administratifs, enseignement

N° ADEME : 2069V4000086T  
Valable jusqu'au : 04/02/2030  
Le cas échéant, nature de l'ERP : GHW : Bureaux  
Année de construction : 1989 - 2000

Date de visite : 05/02/2020  
Date d'édition : 05/02/2020  
Diagnosticteur : Alain ANTOLINOS –  
04 78 06 62 65 – CABINET AGENDA  
Cotière diagnostics 53 Rue Neuve  
01120 THIL

Signature :



Adresse : 9 RUE DES TUILIERS – 69003 LYON  
☐ Bâtiment entier ☒ Partie de bâtiment (à préciser) : Lot 145/146

S<sub>th</sub> : 337 m<sup>2</sup>

Propriétaire :  
Nom : XXXXXXXXXX  
Adresse : 9 RUE DES TUILIERS – 69003 LYON

Gestionnaire (s'il y a lieu) :  
Nom :  
Adresse :

### Consommations annuelles d'énergie

Période de relevés de consommations considérée : 2019

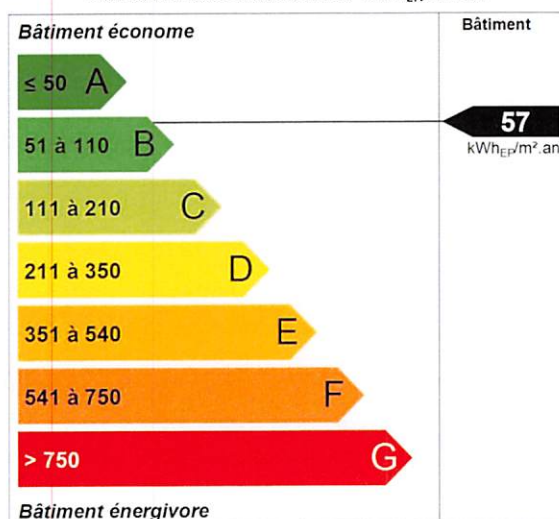
USAGES	Consommations en énergies finales	Consommations en énergie primaire	Frais annuels d'énergie
	Détail par énergie en kWh <sub>EF</sub>	Détail par énergie en kWh <sub>EP</sub>	
Bois, biomasse	kWh <sub>EF</sub>	kWh <sub>EP</sub>	€ TTC
Électricité	7 459 kWh <sub>EF</sub>	19 244 kWh <sub>EP</sub>	1 030,83 € TTC
Gaz	kWh <sub>EF</sub>	kWh <sub>EP</sub>	€ TTC
Autres énergies	kWh <sub>EF</sub>	kWh <sub>EP</sub>	€ TTC
Prod. élec. à demeure	kWh <sub>EF</sub>	kWh <sub>EP</sub>	€ TTC
Abonnements			200,68 € TTC
<b>TOTAL</b>		19 244 kWh <sub>EP</sub>	<b>1 231,51 € TTC</b>

### Consommations énergétiques

(en énergie primaire)

pour le chauffage, la production d'eau chaude sanitaire, le refroidissement, l'éclairage et les autres usages, déduction faite de la production d'électricité à demeure

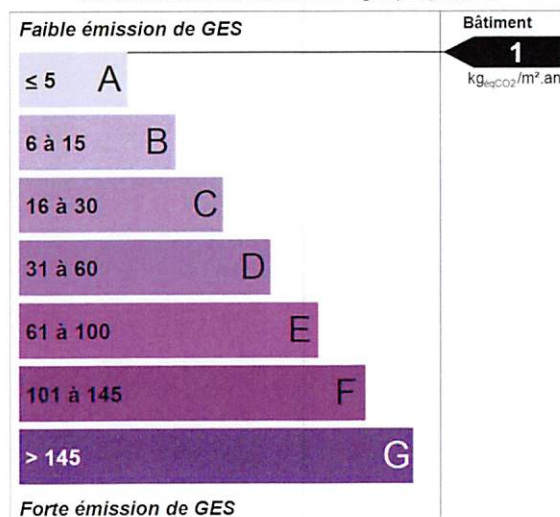
Consommation estimée : 57 kWh<sub>EP</sub>/m<sup>2</sup>.an



### Émissions de gaz à effet de serre (GES)

pour le chauffage, la production d'eau chaude sanitaire, le refroidissement, l'éclairage et les autres usages

Estimation des émissions : 1 kg éqCO<sub>2</sub>/m<sup>2</sup>.an





## DIAGNOSTIC DE PERFORMANCE ENERGETIQUE (6.3.a bis)

### Descriptif du bâtiment (ou de la partie de bâtiment) et de ses équipements

Bâtiment	Chauffage et refroidissement	ECS, éclairage, ventilation
<b>Murs :</b> - Béton banché d'épaisseur 20 cm ou moins donnant sur l'extérieur avec isolation extérieure (8 cm) - Béton banché non isolé donnant sur des circulations communes sans ouverture directe sur l'extérieur	<b>Système de chauffage :</b> - Convecteurs électriques NFC (système individuel) - Pompe à chaleur air/air avec thermostat d'ambiance (système collectif)	<b>Système de production d'ECS :</b> - Chauffe-eau électrique installé il y a plus de 5 ans (système collectif)
<b>Toiture :</b> - Dalle béton non isolée donnant sur un local chauffé	<b>Système de refroidissement :</b> - Pompe à chaleur air/air	<b>Système d'éclairage :</b> - Tube fluo compacte-ampoule à économie d'énergie
<b>Menuiseries ou parois vitrées :</b> - Fenêtres battantes métal sans rupture de ponts thermiques double vitrage avec lame d'air 8 mm et volets roulants aluminium - Porte(s) autres opaque pleine isolée		<b>Système de ventilation :</b> - VMC SF Auto réglable après 82
<b>Plancher bas :</b> - Dalle béton non isolée donnant sur un local chauffé	<b>Rapport d'entretien ou d'inspection des chaudières joint :</b> Non	
<b>Nombre d'occupants :</b> 80 personnes	<b>Autres équipements consommant de l'énergie :</b> - Informatique(écran+unité centrale)-vidéoprojecteur-four-lave linge-lave vaisselle-cuisinière-imprimante	
<b>Énergies renouvelables</b> Type d'équipements présents utilisant des énergies renouvelables : Néant.	<b>Quantité d'énergie d'origine renouvelable :</b>	<b>0 kWh<sub>EP</sub>/m<sup>2</sup>.an</b>
<div> <div> <b>Pourquoi un diagnostic</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Pour informer le futur locataire ou acheteur.</li> <li>▪ Pour comparer différents locaux entre eux.</li> <li>▪ Pour inciter à effectuer des travaux d'économie d'énergie et contribuer à la réduction des émissions de gaz à effet de serre.</li> </ul> </div> <div> <b>Factures et performance énergétique</b> <p>La consommation est estimée sur la base de factures d'énergie et des relevés de compteurs d'énergie. La consommation ci-dessus traduit un niveau de consommation constaté. Ces niveaux de consommation peuvent varier de manière importante suivant la qualité du bâtiment, les équipements installés et le mode de gestion et d'utilisation adoptés sur la période de mesure.</p> </div> <div> <b>Énergie finale et énergie primaire</b> <p>L'énergie finale est l'énergie utilisée dans le bâtiment (gaz, électricité, fioul domestique, bois, etc.). Pour en disposer, il aura fallu les extraire, les distribuer, les stocker, les produire, et donc dépenser plus d'énergie que celle utilisée en bout de course.</p> <p>L'énergie primaire est le total de toutes ces énergies consommées.</p> </div> </div> <div> <b>Constitution de l'étiquette énergie</b> <p>La consommation d'énergie indiquée sur l'étiquette énergie est le résultat de la conversion en énergie primaire des consommations d'énergie du bien.</p> </div> <div> <b>Énergies renouvelables</b> <p>Elles figurent sur cette page de manière séparée. Seules sont estimées les quantités d'énergie renouvelable produites par les équipements installés à demeure (sur le bâtiment ou à proximité immédiate).</p> </div> <div> <b>Commentaires</b> </div>		

## DIAGNOSTIC DE PERFORMANCE ENERGETIQUE (6.3.a bis)

### Conseils pour un bon usage

La gestion des intermittences constitue un enjeu capital dans ce bâtiment : les principaux conseils portent sur la gestion des interruptions ou des ralentis des systèmes pour tous les usages (chauffage, ventilation, climatisation, éclairage ou autres).

#### Gestionnaire énergie

- Mettre en place une planification énergétique adaptée à l'établissement.

#### Chauffage

- Vérifier la programmation hebdomadaire jour/nuit et celle du week-end.
- Vérifier la température intérieure de consigne en période d'occupation et en période d'inoccupation.
- Réguler les pompes de circulation de chauffage : asservissement à la régulation du chauffage, arrêt en dehors des relances.

#### Ventilation

- Si le bâtiment possède une ventilation mécanique, la programmer de manière à l'arrêter ou la ralentir en période d'inoccupation.

#### Eau chaude sanitaire

- Arrêter les chauffe-eaux pendant les périodes d'inoccupation.
- Changer la robinetterie traditionnelle au profit de mitigeurs.

#### Confort d'été

- Installer des occultations mobiles sur les fenêtres ou les parois vitrées s'il n'en existe pas.

#### Éclairage

- Profiter au maximum de l'éclairage naturel. Éviter d'installer les salles de réunion en second jour ou dans des locaux sans fenêtre.
- Remplacer les lampes à incandescence par des lampes basse consommation
- Installer des minuteurs et/ou des détecteurs de présence, notamment dans les circulations et dans les sanitaires.
- Optimiser le pilotage de l'éclairage avec par exemple une extinction automatique des locaux la nuit avec possibilité de relance.

#### Bureautique

- Opter pour la mise en veille automatique des écrans d'ordinateurs et pour le mode économie d'énergie des écrans lors d'une inactivité prolongée (extinction de l'écran et non écran de veille).

- Veiller à l'extinction totale des appareils de bureautique (imprimantes, photocopieurs) en période de non utilisation (la nuit par exemple) ; ils consomment beaucoup d'électricité en mode veille.

- Opter pour le regroupement des moyens d'impression (imprimantes centralisées par étage) ; les petites imprimantes individuelles sont très consommatrices.

#### Sensibilisation des occupants et du personnel

- Sensibiliser le personnel à la détection de fuites d'eau afin de les signaler rapidement.
- Veiller au nettoyage régulier des lampes et des luminaires, et à leur remplacement en cas de dysfonctionnement.
- Veiller à éteindre l'éclairage dans les pièces inoccupées, ainsi que le midi et le soir en quittant les locaux.
- Sensibiliser les utilisateurs de petit électroménager : extinction des appareils après usage (bouilloires, cafetières), dégivrage régulier des frigos, priorité aux appareils de classe A ou supérieure.
- En été, utiliser les occultations (stores, volets) pour limiter les apports solaires dans les bureaux ou les salles de classe.

#### Compléments

## DIAGNOSTIC DE PERFORMANCE ENERGETIQUE (6.3.a bis)

### Recommandations d'amélioration énergétique

Sont présentées dans le tableau suivant quelques mesures visant à réduire les consommations d'énergie du bâtiment ou de la partie de bâtiment.

MESURES D'AMELIORATION	Commentaires
Remplacement fenêtres par du double-vitrage VIR	Il faut remplacer les fenêtres existantes par des fenêtres double-vitrage peu émissif pour avoir une meilleure performance thermique. Lors du changement, prévoir des entrées d'air de manière à garantir un renouvellement d'air minimal. Pour bénéficier du crédit d'impôts, une performance thermique minimum est exigée. L'amélioration de la performance thermique des baies vitrées permet surtout de réduire l'effet "paroi froide" en hiver et donc d'abaisser les températures de consigne.
Installation d'une VMC hygroréglable	Mettre en place une ventilation mécanique contrôlée hygroréglable. La VMC permet de renouveler l'air intérieur en fonction de l'humidité présente dans les pièces. La ventilation en sera donc optimum, ce qui limite les déperditions de chaleur en hiver

### Commentaires

Pour ce type d'immeuble, la réglementation impose d'utiliser les consommations réelles pour déterminer les étiquettes 'énergie' et 'climat' : les factures de chauffage nous ont pas été communiquées, il n'en n'a pas été tenu compte et les résultats du diagnostic sont sous-estimés par rapport à la réalité.

Les travaux sont à réaliser par un professionnel qualifié.

Pour plus d'informations :

[www.developpement-durable.gouv.fr](http://www.developpement-durable.gouv.fr) : rubrique performance énergétique

[www.ademe.fr](http://www.ademe.fr)

### Attestation d'assurance

Police n° 49 260 471 - Adhésion CS 01/14087

**Attestation d'assurance**

Allianz 

Allianz Responsabilité Civile Activités de Services

La Société d'Assurances, Allianz I.A.R.D., dont le siège social est situé, 1 cours Michelet - CS 30051 - 92076 Paris La Défense cedex

certifie que :

**COTIERE DIAGNOSTICS**  
Alain ANTOLINOS  
52 rue Neuve  
91120 THIL

est titulaire d'un contrat Allianz Responsabilité Civile Activités de Services souscrit auprès d'elle sous le N° 49260471.

Le contrat a pour objet de :

- soumettre aux obligations édictées par l'ordonnance n° 2005 - 655 du 8 juin 2005 et son décret d'application n° 2006 - 1114 du 5 septembre 2006, modifié aux articles R 271-1 à R 271-4 et L 271-4 du Code de la construction et de l'habitation, ainsi que ses textes ultérieurs ;
- garantir l'assuré contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile professionnelle qu'il peut encourir à l'égard d'autrui du fait des activités, telles que déclarées aux Dispositions Particulières, à savoir :

Sont couvertes les activités suivantes, sous réserve que les compétences de l'assuré, personne physique ou que les compétences de ses diagnostiqueurs salariés aient été certifiées par un organisme accrédité, lorsque la réglementation l'exige, et ce pour l'ensemble des diagnostics réalisés :

Régime des A et B, constitution de DAPP et de DTA, évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante, repérage des C, repérage avant travaux, examen visuel après travaux de retrait de matériaux et produits contenant de l'amiante, dans tout type de bâtiment et plus généralement dans tout type d'ouvrage ou d'équipement de génie civil.

(Amiante AVE/Composés)

Exposition au plomb (PEP), parties privatives et parties communes

Recherche de plomb avant travaux

Etat de l'installation intérieure de gaz

Diagnostic de performance énergétique (DPE) tous types de bâtiments

Etat de l'installation intérieure d'électricité, parties privatives et parties communes

Diagnostic Technique Global (DTG)

Loi Carrez

Etat des Risques et Pollutions (ERP)

Milieux de copropriété, tensions de charges

Contrat logement décent

Plan conventionnel - Normes d'habitabilité

Diagnostic maitrise habitation - Relevé de surfaces

Plans et croquis à l'attention de toute activité de conception

Etat des lieux locatif

Relevé de cotés pour la réalisation de plans d'évacuation et constat visuel de présence ou non de portes coupe-feu dans les immeubles d'habitation

Détermination de la concentration de plomb dans l'eau des canalisations

Installation de détecteurs de fumée

Réalisation des attestations de prise en compte de la réglementation thermique pour les maisons individuelles ou accolées

Constat et Etude en Réhabilitation Énergétique

Diagnostic sécurité piscine

La présente attestation est délivrée pour la période du 1<sup>er</sup> janvier 2020 au 31 décembre 2020 et sous réserve du paiement de la cotisation émise ou à émettre.

Garantie RC Professionnelle : 3 000 000 € par sinistre et par année d'assurance.

Le présent document, établi par Allianz I.A.R.D., a pour objet d'attester l'existence d'un contrat. Il constitue une présomption d'application des garanties, mais ne peut engager Allianz I.A.R.D. au-delà des conditions et limites du contrat auquel il se réfère. Les exceptions de garantie opposables aux souscripteurs et assurés sont également à toute personne bénéficiaire de l'indemnité (indemnité, nullité, règle proportionnelle, exclusions, déchéances, ...). Toute réclamation devra être adressée au représentant de la Société est indiquée non écrite.

Etablie à La Défense, le 27 décembre 2019. Pour Allianz



Olivier DAVOINE  
Président Directeur Général

Allianz I.A.R.D.  
Etablissement régie par le Code des Assurances  
Statut anonyme au capital de 951 967 200 euros

Siège social  
1 cours Michelet - CS 30051 - 92076 Paris La Défense cedex  
942 110 201 RCS Nanterre

### Certifications

**LA CERTIFICATION QUALIXPERT**

Certificat N° C2334

Monsieur Alain ANTOLINOS



Certifié dans le cadre du processus de certification PR04 consultable sur [www.qualixpert.com](http://www.qualixpert.com) conformément à l'ordonnance 2005-655 titre III du 8 juin 2006 et au décret 2006-1114 du 05 septembre 2006.

dans le(s) domaine(s) suivant(s) :

Constat de risque d'exposition au plomb	Certificat valable Du 21/02/2018 au 20/02/2023	Arrêté du 21 novembre 2006 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant des constats de risque d'exposition au plomb, des diagnostics du risque d'intoxication par le plomb des peintures ou des contrôles après travaux en présence de plomb, et les critères d'accréditation des organismes de certification
Etat des installations intérieures de gaz	Certificat valable Du 25/03/2018 au 24/03/2023	Arrêté du 05 août 2007 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure de gaz et les critères d'accréditation des organismes de certification
Diagnostic de performance énergétique tous types de bâtiments	Certificat valable Du 25/03/2018 au 24/03/2023	Arrêté du 16 octobre 2006 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant le diagnostic de performance énergétique ou l'attestation de prise en compte de la réglementation thermique, et les critères d'accréditation des organismes de certification
Etat des installations intérieures d'électricité	Certificat valable Du 27/11/2018 au 26/11/2023	Arrêté du 8 juillet 2008 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure d'électricité et les critères d'accréditation des organismes de certification
Amiante avec mention	Certificat valable Du 01/07/2017 au 30/06/2022	Arrêté du 25 juillet 2016 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs de repérage, d'évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante, et d'examen visuel après travaux dans les immeubles bâtis et les critères d'accréditation des organismes de certification

Date d'établissement le vendredi 08 juin 2018

Marjorie ALBERT  
Directrice Administrative



LQP 17 - rue Danton - 91100 PANTY  
FIR Certification de compétence version 1.0 (4/15)  
Tél : 01 70 70 11 20 - Fax : 01 70 70 11 21 - E-mail : [info@qualixpert.com](mailto:info@qualixpert.com)  
Secteur du capital de 80000 euros - APE 7110B - RCS Nanterre 5867 603 037 03718




## Attestation d'indépendance

« Je soussigné Alain ANTOLINOS, Gérant du Cabinet AGENDA, atteste sur l'honneur, conformément aux articles L271-6 et R271-3 du Code de la Construction et de l'Habitation :

- Disposer des moyens en matériel et en personnel nécessaires aux prestations ;
- Que les personnes chargées de la réalisation des états, constats et diagnostics disposent des moyens et des certifications requises leur permettant de mener à bien leur mission ;
- Avoir souscrit une assurance permettant de couvrir les conséquences d'un engagement de notre responsabilité en raison de nos interventions ;
- N'avoir aucun lien de nature à porter atteinte à notre impartialité et à notre indépendance, ni avec le propriétaire ou son mandataire qui fait appel à nous, ni avec une entreprise pouvant réaliser des travaux sur les ouvrages, installations ou équipements pour lesquels il nous est demandé de réaliser la présente mission, et notamment :
  - N'accorder, directement ou indirectement, à l'entité visée à l'article 1er de la loi n° 70-9 du 2 janvier 1970 qui intervient pour la vente ou la location du bien objet de la présente mission, aucun avantage ni rétribution, sous quelque forme que ce soit ;
  - Ne recevoir, directement ou indirectement, de la part d'une entreprise pouvant réaliser des travaux sur les ouvrages, installations ou équipements sur lesquels porte la présente mission, aucun avantage ni rétribution, sous quelque forme que ce soit. »

**Cotière Diagnostics**  
SARL au Capital de 1000 €  
53 rue Nœuvre - 91120 THIL  
Tél. 04 78 04 62 65 - Port. 04 77 26 62 68  
RCS Bourg en Bresse 523 650 364 - APE 7120 B



# État des risques et pollutions (ERP)

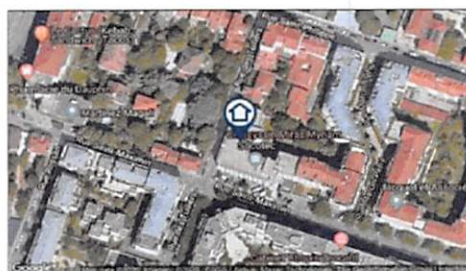
Commande n° 3375660  
Réalisé par Alain ANTOLINOS  
Pour le compte de CABINET AGENDA Cotière diagnostics

Date de réalisation : 5 février 2020 (Valable 6 mois)  
Selon les informations mises à disposition par arrêté préfectoral :  
N° 69-2019-01-26-001 du 28 janvier 2019.

## REFERENCES DU BIEN

Adresse du bien  
9 Rue des Tuilliers  
69003 Lyon

Vendeur



## SYNTHESE

A ce jour, la commune de Lyon est soumise à l'obligation d'Information Acquéreur Locataire (IAL). Une déclaration de sinistre indemnisé est nécessaire.

Votre commune				Votre immeuble	
Type	Nature du risque	Etat de la procédure	Date	Concerné	Travaux
SIS*	Pollution des sols	approuvé	15/11/2018	non	-
PPRi	Inondation	approuvé	02/03/2009	non	non
PPRi	Effet thermique vallée de la chimie	approuvé	19/10/2016	non	non
PPRi	Effet de surpression vallée de la chimie	approuvé	19/10/2016	non	non
PPRi	Effet toxique vallée de la chimie	approuvé	19/10/2016	non	non
PPRi	Effet thermique Vallée de la chimie	prescrit	27/12/2019	non	non
PPRi	Effet de surpression Vallée de la chimie	prescrit	27/12/2019	non	non
PPRi	Effet toxique Vallée de la chimie	prescrit	27/12/2019	non	non
Zonage de sismicité : 2 - Faible**				oui	-
Zonage du potentiel radon : 1 - Faible***				non	-

\* Secteur d'Information sur les Sols

\*\* Zonage sismique de la France d'après l'annexe des articles R563-1 à 8 du Code de l'Environnement modifiés par les Décrets n°2010-1254 et n°2010-1255 du 22 octobre 2010 ainsi que par l'Arrêté du 22 octobre 2010 (nouvelles règles de construction parasismique - EUROCODE 8)

\*\*\* Situation de l'immeuble au regard des zones à potentiel radon du territoire français définies à l'article R 1333-29 du code de la santé publique modifié par le Décret n°2018-434 du 4 juin 2018, délimitées par l'Arrêté interministériel du 27 juin 2018



## Etat des Risques et Pollutions

aléas naturels, miniers ou technologiques, sismicité et pollution des sols

en application des articles L 125-5 à 7, R 125-26, R 563-4 et D 563-8-1 du Code de l'environnement et de l'article L 174-5 du nouveau Code minier

1. Cet état, relatif aux obligations, interdictions, servitudes et prescriptions définies vis-à-vis des risques naturels, miniers ou technologiques concernant l'immeuble, est établi sur la base des informations mises à disposition par arrêté préfectoral

n° 69-2019-01-28-001 du 28/01/2019

Situation du bien immobilier (bâti ou non bâti)

Document réalisé le : 05/02/2020

### 2. Adresse

9 Rue des Tuiliers  
69003 Lyon

### 3. Situation de l'immeuble au regard de plans de prévention des risques naturels [PPRn]

L'immeuble est situé dans le périmètre d'un PPRn  
L'immeuble est situé dans le périmètre d'un PPRn  
L'immeuble est situé dans le périmètre d'un PPRn  
Les risques naturels pris en compte sont liés à :

prescrit  
appliqué par anticipation  
approuvé

oui non X  
oui non X  
oui non X

(les risques pris en compte ne font pas l'objet d'une procédure PPR sur la commune)

Inondation

Cope forestière

Remontée de nappe

Submersion marine

Avalanche

Mouvement de terrain

Niv. terrain-télécharge

Séisme

Cyclone

Eruption volcanique

Eau de source

autre

L'immeuble est concerné par des prescriptions de travaux dans le règlement du ou des PPRn

oui non X

si oui, les travaux prescrits par le règlement du PPR naturel ont été réalisés

oui non

### 4. Situation de l'immeuble au regard de plans de prévention des risques miniers [PPRm]

L'immeuble est situé dans le périmètre d'un PPRm  
L'immeuble est situé dans le périmètre d'un PPRm  
L'immeuble est situé dans le périmètre d'un PPRm  
Les risques miniers pris en compte sont liés à :

prescrit  
appliqué par anticipation  
approuvé

oui non X  
oui non X  
oui non X

(les risques pris en compte ne font pas l'objet d'une procédure PPR sur la commune)

Risque minier

Affaissement

Etalement

Instabilité

Emission de gaz

Pollution des sols

Pollution des eaux

autre

L'immeuble est concerné par des prescriptions de travaux dans le règlement du ou des PPRm

oui non X

si oui, les travaux prescrits par le règlement du PPR minier ont été réalisés

oui non

### 5. Situation de l'immeuble au regard de plans de prévention des risques technologiques [PPRT]

L'immeuble est situé dans le périmètre d'un PPRT  
L'immeuble est situé dans le périmètre d'un PPRT  
Les risques technologiques pris en compte sont liés à :

approuvé  
prescrit

oui non X  
oui non X

(les risques pris en compte ne font pas l'objet d'une procédure PPR sur la commune)

Risque industriel

Effet thermique

Effet de surpression

Effet toxique

Projection

L'immeuble est situé en secteur d'expropriation ou de délaissement

oui non X

L'immeuble est situé en zone de prescription

oui non X

Si la transaction concerne un logement, les travaux prescrits ont été réalisés

oui non

Si la transaction ne concerne pas un logement, l'information sur le type de risques auxquels l'immeuble est exposé ainsi que leur gravité, probabilité et clostique, est jointe à l'acte de vente ou au contrat de location

oui non

### 6. Situation de l'immeuble au regard du zonage réglementaire pour la prise en compte de la sismicité

en application des articles R 563-4 et D 563-8-1 du code de l'environnement modifiés par l'Arrêté et les Décrets n°2010-1254 / 2010-1255 du 22 octobre 2010.

L'immeuble est situé dans une commune de sismicité :

Forte

Moyenne

Moderée

Faible

Très faible

zone 5

zone 4

zone 3

zone 2 X

zone 1

### 7. Situation de l'immeuble au regard du zonage réglementaire pour la prise en compte du potentiel radon

en application des articles R125-23 du code de l'environnement et R1333-29 du code de la santé publique, modifiés par le Décret n°2018-434 du 4 juin 2018

L'immeuble se situe dans une Zone à Potentiel Radon :

Significatif

Faible avec facteur de transfert

Faible

zone 3

zone 2

zone 1 X

### 8. Information relative aux sinistres indemnisés par l'assurance suite à une catastrophe naturelle

L'information est mentionnée dans l'acte authentique constatant la réalisation de la vente

oui non

### 9. Situation de l'immeuble au regard de la pollution des sols

L'immeuble est situé dans un Secteur d'Information sur les Sols (SIS)

oui non X

Secon les informations mises à disposition par l'arrêté préfectoral 69-2018-11-15-020-a-045-076 du 13/1/2018 portant création des SIS dans le département

### Parties concernées

Vendeur

SCI DBHA

à

le

Acquéreur

à

le

Attention ! Si l'immeuble n'est pas d'obligation ou d'interdiction réglementaire particulière, les aléas connus ou prévisibles qui peuvent être signalés dans les divers documents d'information préventive et concerner le bien immobilier, ne sont pas mentionnés par cet état.

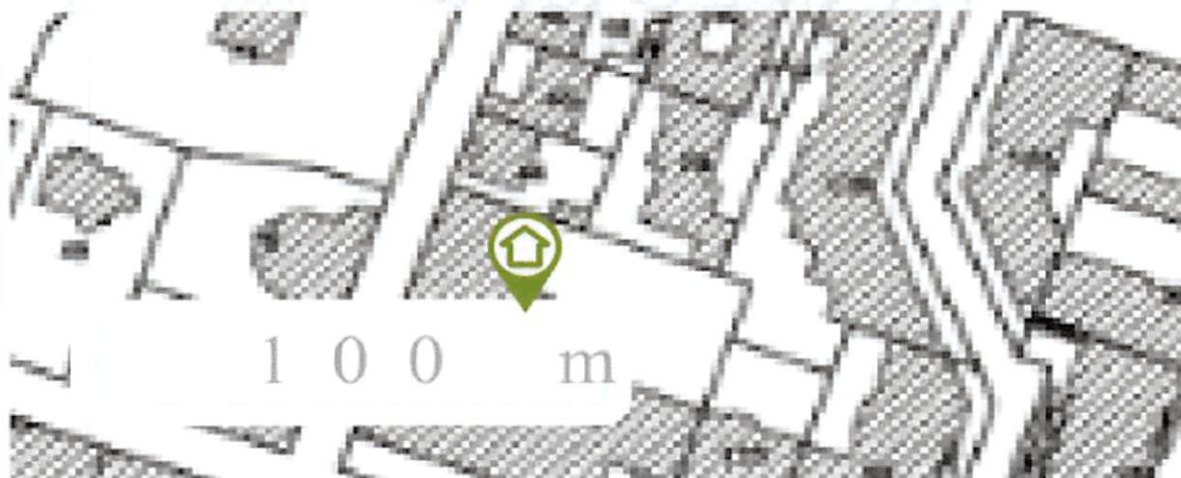


## Pollution des sols

SIS Pollution des sols, approuvé le 15/11/2018

## Non concerné\*

\* L'immeuble n'est pas situé dans le périmètre d'une zone à risques



# P é r i m è t r e

**P** a r a m è t r e s

La carte ci-dessus est un extrait de la carte officielle fournie par les services de l'Etat.  
Elle est disponible en intégralité dans les annexes de ce rapport.

## Inondation

PPRn Inondation, approuvé le 02/03/2009

## Non concerné\*

\* L'immeuble n'est pas situé dans le périmètre d'une zone à risques



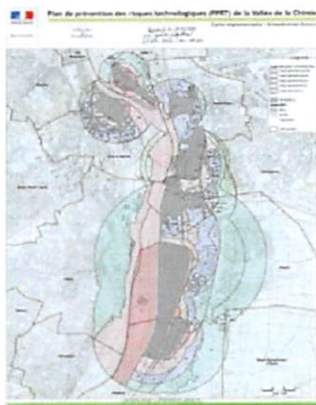
La carte ci-dessus est un extrait de la carte officielle fournie par les services de l'Etat.  
Elle est disponible en intégralité dans les annexes de ce rapport.

## Cartographies ne concernant pas l'immeuble

Au regard de sa position géographique, l'immeuble n'est pas concerné par :

Le PPRi multirisque, approuvé le 19/10/2016

Pris en considération : Effet thermique, Effet de surpression, Effet toxique



Le PPRi multirisque, prescrit le 27/12/2019

Pris en considération : Effet thermique, Effet de surpression, Effet toxique



## Déclaration de sinistres indemnisés

en application des articles L 125-5 et R125-26 du Code de l'environnement

Si, à votre connaissance, l'immeuble a fait l'objet d'une indemnisation suite à des dommages consécutifs à des événements ayant eu pour conséquence la publication d'un arrêté de catastrophe naturelle, cochez ci-dessous la case correspondante dans la colonne "Indemnisé".

### Arrêtés CATNAT sur la commune de Lyon

Risque	Début	Fin	JO	Indemnisé
Par une crue (débordement de cours d'eau) - Par ruissellement et coulée de boue	06/08/2007	06/08/2007	13/01/2008	
Mouvement de terrain	17/04/2005	18/04/2005	14/10/2005	
Par une crue (débordement de cours d'eau) - Par ruissellement et coulée de boue	18/03/2001	28/03/2001	09/02/2002	
Par remontées de nappes phréatiques - Mouvement de terrain				
Par une crue (débordement de cours d'eau) - Par ruissellement et coulée de boue	10/06/2000	10/06/2000	23/08/2000	
Par une crue (débordement de cours d'eau) - Par ruissellement et coulée de boue	22/10/1999	24/10/1999	26/02/2000	
Par une crue (débordement de cours d'eau) - Par ruissellement et coulée de boue	07/09/1995	07/09/1995	28/01/1996	
Par une crue (débordement de cours d'eau) - Par ruissellement et coulée de boue	07/01/1994	21/01/1994	25/09/1994	
Par une crue (débordement de cours d'eau) - Par ruissellement et coulée de boue	07/01/1994	21/01/1994	25/06/1994	
Par une crue (débordement de cours d'eau) - Par ruissellement et coulée de boue	18/10/1993	18/10/1993	10/06/1994	
Par une crue (débordement de cours d'eau) - Par ruissellement et coulée de boue	10/10/1993	10/10/1993	03/08/1995	
Par une crue (débordement de cours d'eau) - Par ruissellement et coulée de boue	05/10/1993	10/10/1993	09/07/1996	
Par une crue (débordement de cours d'eau) - Par ruissellement et coulée de boue	05/10/1993	10/10/1993	24/10/1993	
Par une crue (débordement de cours d'eau) - Par ruissellement et coulée de boue	05/10/1993	10/10/1993	18/02/1994	
Par une crue (débordement de cours d'eau) - Par ruissellement et coulée de boue	29/07/1990	29/07/1990	15/12/1990	
Par une crue (débordement de cours d'eau) - Par ruissellement et coulée de boue	16/05/1983	18/05/1983	24/06/1983	
Par une crue (débordement de cours d'eau) - Par ruissellement et coulée de boue	01/04/1983	30/04/1983	24/06/1983	
Par une crue (débordement de cours d'eau) - Par ruissellement et coulée de boue	08/12/1982	31/12/1982	13/01/1983	
Neige	26/11/1982	28/11/1982	22/12/1982	
Neige	26/11/1982	27/11/1982	29/01/1983	
Tempête (vent)	06/11/1982	10/11/1982	19/11/1982	

Pour en savoir plus, chacun peut consulter en préfecture ou en mairie, le dossier départemental sur les risques majeurs, le document d'information communal sur les risques majeurs et, sur internet, le portail dédié à la prévention des risques majeurs : [www.prim.net](http://www.prim.net)

Préfecture : Lyon - Rhône  
Commune : Lyon

Adresse de l'immeuble :  
9 Rue des Tuiliers  
69003 Lyon  
France

Etabli le :

Vendeur :

Acquéreur :



## Prescriptions de travaux

Aucune

## Documents de référence

Aucun

## Conclusions

L'Etat des Risques délivré par CABINET AGENDA Cotière diagnostics en date du 05/02/2020 fait apparaître que la commune dans laquelle se trouve le bien fait l'objet d'un arrêté préfectoral n°69-2019-01-28-001 en date du 28/01/2019 en matière d'obligation d'Information Acquéreur Locataire sur les Risques Naturels, Miniers et Technologiques.

Selon les informations mises à disposition dans le Dossier Communal d'Information, le BIEN est ainsi concerné par :

- Le risque sismique (niveau 2, sismicité Faible) et par la réglementation de construction parasismique EUROCODE 8

## Sommaire des annexes

> Arrêté Préfectoral départemental n° 69-2019-01-28-001 du 28 janvier 2019

> Cartographies :

- Cartographie réglementaire du SIS Pollution des sols, approuvé le 15/11/2018
- Cartographie réglementaire du PPRn Inondation, approuvé le 02/03/2009
- Cartographie réglementaire de la sismicité

*A titre indicatif, ces pièces sont jointes au présent rapport.*

Préfectural n° 63-2015-01-12-001 relatif à la mise à jour de l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs et des risques technologiques majeurs et des risques miniers.

*Le Préfet de la Région Auvergne-Rhône-Alpes  
Préfet de la Zone de défense et de sécurité sud-est  
Préfet du Rhône  
Officier de la Légion d'honneur  
Officier de l'ordre national du Mérite*

Le de l'environnement et notamment ses articles L 125-5 et R 125-23 à R 125-27 relatifs à la mise à jour de l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs et des risques miniers.

Préfectural n° 2006-1527 du 14 février 2006 modifié relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs et des risques miniers dans le département du Rhône et son annexe ;

Préfectural n° 2009-5825 du 13 octobre 2009 modifié relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs et sur les sinistres miniers dans la commune d'Affoux ;

Préfectural n° 2011-2031 du 26 avril 2011 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs et sur les sinistres miniers dans la commune d'Aigueperse ;

Préfectural n° 2006-1528 du 14 février 2006 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs et sur les sinistres miniers dans la commune d'Albigny-sur-Saône ;

Préfectural n° 2006-1527 du 14 février 2006 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs et sur les sinistres miniers dans la commune d'Alais ;

Préfectural n° 2009-5812 du 13 octobre 2009 modifié relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs et sur les sinistres miniers dans la commune d'Ambrérieux-d'Azergues ;

Direction Départementale des Territoires du Rhône - 101, rue Garibaldi - CS 13 842 -  
69601 Lyon Cedex 03 - Standard : 04 78 62 30 32 -  
Accueil du public : 04 78 62 30 33 (9h00 - 16h00) -  
Accès au site : www.d38.rhone.fr - Courriel : d38@rhone.fr - Site : www.d38.rhone.fr

Service des Risques - 88-2019-01-24-001 - Mise à jour de l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers

426

Préfectural n° 2009-5830 du 13 octobre 2009 modifié relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs et des risques miniers dans la commune de Bibost ;

Préfectural n° 2011-2038 du 26 avril 2011 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs et sur les sinistres miniers dans la commune de Blacé ;

Préfectural n° 2006-1576 du 14 février 2006 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs et sur les sinistres miniers dans la commune de Bois d'Oingt ;

Préfectural n° 2006-4674 du 18 août 2006 modifié relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs et des risques miniers dans la commune de Bourg de Thizy ;

Préfectural n° 2007-5170 du 23 novembre 2007 modifié relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs et des risques miniers dans la commune de Brignais ;

Préfectural n° 2011-2039 du 26 avril 2011 modifié relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs et des risques miniers dans la commune de Brindas ;

Préfectural n° 2011-2040 du 26 avril 2011 modifié relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs et des risques miniers dans la commune de Bron ;

Préfectural n° 2009-5831 du 13 octobre 2009 modifié relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs et des risques miniers dans la commune de Brullioles ;

Préfectural n° 2009-5832 du 13 octobre 2009 modifié relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs et des risques miniers dans la commune de Brusseau ;

Préfectural n° 2009-5833 du 13 octobre 2009 modifié relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs et des risques miniers dans la commune de Bully ;

Préfectural n° 2011-2041 du 26 avril 2011 modifié relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs et des risques miniers dans la commune de Cailloux-sur-Fontaine ;

Préfectural n° 2006-1536 du 14 février 2006 modifié relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs et des risques miniers dans la commune de Caluire-et-Cuire ;

Préfectural n° 2011-2042 du 26 avril 2011 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs et des risques miniers dans la commune de Cenves ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2006-1530 du 14 février 2006 modifié relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs et des risques miniers dans la commune d'Anpays ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2009-5826 du 13 octobre 2009 modifié relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs et des risques miniers dans la commune d'Ancy ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2009-5813 du 13 octobre 2009 modifié relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs et des risques miniers dans la commune d'Anse ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2009-5814 du 13 octobre 2009 modifié relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs et des risques miniers dans la commune d'Arnas ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2009-5828 du 13 octobre 2009 modifié relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs et des risques miniers dans la commune d'Aveize ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2011-2034 du 26 avril 2011 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs et des risques miniers dans la commune d'Avenas ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2011-2035 du 26 avril 2011 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs et des risques miniers dans la commune d'Azolette ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2011-2036 du 26 avril 2011 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs et des risques miniers dans la commune de Bagnols ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2011-2037 du 26 avril 2011 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs et des risques miniers dans la commune de Beaujeu ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2009-5815 du 13 octobre 2009 modifié relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs et des risques miniers dans la commune de Belleville ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2006-1534 du 14 février 2006 modifié relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs et des risques miniers dans la commune de Belmont-d'Azergues ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2009-5829 du 13 octobre 2009 modifié relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs et des risques miniers dans la commune de Besenay ;

2

Direction Départementale des Territoires du Rhône - 101, rue Garibaldi - CS 13 842 -

VU l'arrêté préfectoral n° 2011-2043 du 26 avril 2011 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs et des risques miniers dans la commune de Cercis ;

VU l'arrêté préfectoral n° 69-2017-11-14-006 du 11 novembre 2017 modifié relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs et des risques miniers dans la commune de Chabanère ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2009-2088 du 25 mars 2009 modifié relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs et des risques miniers dans la commune de Chambost Allières ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2011-2044 du 26 avril 2011 modifié relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs et des risques miniers dans la commune de Chambost-Longessaigne ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2009-2086 du 25 mars 2009 modifié relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs et des risques miniers dans la commune de Chamelet ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2011-2045 du 26 avril 2011 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs et des risques miniers dans la commune de Champagne au Mont d'Or ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2008-5191 du 14 octobre 2008 modifié relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs et des risques miniers dans la commune de Chaponnay ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2011-1881 du 26 avril 2011 modifié relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs et des risques miniers dans la commune de Chaponnay ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2006-1540 du 14 février 2006 modifié relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs et des risques miniers dans la commune de Charbonnières Les Bains ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2011-2047 du 26 avril 2011 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs et des risques miniers dans la commune de Charentay ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2011-2048 du 26 avril 2011 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs et des risques miniers dans la commune de Charly ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2009-2077 du 25 mars 2009 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs et des risques miniers dans la commune de Charnay ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2011-2049 du 26 avril 2011 modifié relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs et des risques miniers dans la commune de Chassagny ;

[illegible]









[illegible]



<p>VU l'arrêté préfectoral n° 2006-1620 du 14 février 2006 modifié relatif à l'information des acquéreurs et locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs et sur les sinistres dans la commune de Sathonay-Camp ;</p> <p>VU l'arrêté préfectoral n° 2006-1621 du 14 février 2006 modifié relatif à l'information des acquéreurs et locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs et sur les sinistres dans la commune de Sathonay-Village ;</p> <p>VU l'arrêté préfectoral n° 2009-5866 du 13 octobre 2009 modifié relatif à l'information des acquéreurs et locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs et sur les sinistres dans la commune de Savigny ;</p> <p>VU l'arrêté préfectoral n° 2008-5201 du 14 octobre 2008 modifié relatif à l'information des acquéreurs et locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs et sur les sinistres dans la commune de Serezin du Rhône ;</p> <p>VU l'arrêté préfectoral n° 2008-5202 du 14 octobre 2008 modifié relatif à l'information des acquéreurs et locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs et sur les sinistres dans la commune de Sinandres ;</p> <p>VU l'arrêté préfectoral n° 2009-2147 du 25 mars 2009 modifié relatif à l'information des acquéreurs et locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs et sur les sinistres dans la commune de Solaise ;</p> <p>VU l'arrêté préfectoral n° 2011-2107 du 26 avril 2011 modifié relatif à l'information des acquéreurs et locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs et sur les sinistres dans la commune de Soucieu-en-Jarret ;</p> <p>VU l'arrêté préfectoral n° 2009-5867 du 13 octobre 2009 modifié relatif à l'information des acquéreurs et locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs et sur les sinistres dans la commune de Soucieu-les-Mines ;</p> <p>VU l'arrêté préfectoral n° 2009-5868 du 13 octobre 2009 modifié relatif à l'information des acquéreurs et locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs et sur les sinistres dans la commune de Souzy ;</p> <p>VU l'arrêté préfectoral n° 2011-2139 du 26 avril 2011 modifié relatif à l'information des acquéreurs et locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs et sur les sinistres dans la commune de Talayrac ;</p> <p>VU l'arrêté préfectoral n° 2009-5823 du 13 octobre 2009 modifié relatif à l'information des acquéreurs et locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs et sur les sinistres dans la commune de Taponas ;</p> <p>VU l'arrêté préfectoral n° 2009-5869 du 13 octobre 2009 modifié relatif à l'information des acquéreurs et locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs et sur les sinistres dans la commune de Tarare ;</p> <p>VU l'arrêté préfectoral n° 2006-1629 du 14 février 2006 modifié relatif à l'information des acquéreurs et locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs et sur les sinistres dans la commune de Tassin la Demi-Lune ;</p>	<p>VU l'arrêté préfectoral n° 2009-2084 du 25 mars 2009 modifié relatif à l'information des acquéreurs et locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs et sur les sinistres dans la commune de Ternand ;</p> <p>VU l'arrêté préfectoral n° 2011-4919 du 20 octobre 2011 modifié relatif à l'information des acquéreurs et locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs et sur les sinistres dans la commune de Ternay ;</p> <p>VU l'arrêté préfectoral n° 2011-2141 du 26 avril 2011 modifié relatif à l'information des acquéreurs et locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs et sur les sinistres dans la commune de Theize ;</p> <p>VU l'arrêté préfectoral n° 2010-6162 du 26 novembre 2010 modifié relatif à l'information des acquéreurs et locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs et sur les sinistres dans la commune de Thel ;</p> <p>VU l'arrêté préfectoral n° 2010-6163 du 26 novembre 2010 modifié relatif à l'information des acquéreurs et locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs et sur les sinistres dans la commune de Thizy ;</p> <p>VU l'arrêté préfectoral n° 2011-2142 du 26 avril 2011 modifié relatif à l'information des acquéreurs et locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs et sur les sinistres dans la commune de Thuriac ;</p> <p>VU l'arrêté préfectoral n° 2008-5207 du 14 octobre 2008 modifié relatif à l'information des acquéreurs et locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs et sur les sinistres dans la commune de Tournieu ;</p> <p>VU l'arrêté préfectoral n° 2011-2144 du 26 avril 2011 modifié relatif à l'information des acquéreurs et locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs et sur les sinistres dans la commune de Trades ;</p> <p>VU l'arrêté préfectoral n° 2010-6342 du 26 novembre 2010 modifié relatif à l'information des acquéreurs et locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs et sur les sinistres dans la commune de Treves ;</p> <p>VU l'arrêté préfectoral n° 2006-1633 du 14 février 2006 modifié relatif à l'information des acquéreurs et locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs et sur les sinistres dans la commune de Tupin et Semons ;</p> <p>VU l'arrêté préfectoral n° 2009-5870 du 13 octobre 2009 modifié relatif à l'information des acquéreurs et locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs et sur les sinistres dans la commune de Valsonne ;</p> <p>VU l'arrêté préfectoral n° 2011-2145 du 26 avril 2011 modifié relatif à l'information des acquéreurs et locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs et sur les sinistres dans la commune de Vaugreny ;</p> <p>VU l'arrêté préfectoral n° 2011-2146 du 26 avril 2011 modifié relatif à l'information des acquéreurs et locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs et sur les sinistres dans la commune de Vaux-en-Beaujolais ;</p>
<p>VU l'arrêté préfectoral n° 2007-5190 du 23 novembre 2007 modifié relatif à l'information des acquéreurs et locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs et sur les sinistres dans la commune de Vaux-en-Velin ;</p> <p>VU l'arrêté préfectoral n° 2011-2147 du 26 avril 2011 modifié relatif à l'information des acquéreurs et locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs et sur les sinistres dans la commune de Vauxrenard ;</p> <p>VU l'arrêté préfectoral n° 2009-2142 du 25 mars 2009 modifié relatif à l'information des acquéreurs et locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs et sur les sinistres dans la commune de Venissieux ;</p> <p>VU l'arrêté préfectoral n° 2009-2148 du 25 mars 2009 modifié relatif à l'information des acquéreurs et locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs et sur les sinistres dans la commune de Veransea ;</p> <p>VU l'arrêté préfectoral n° 2011-2148 du 26 avril 2011 modifié relatif à l'information des acquéreurs et locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs et sur les sinistres dans la commune de Vernay ;</p> <p>VU l'arrêté préfectoral n° 2011-2149 du 26 avril 2011 modifié relatif à l'information des acquéreurs et locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs et sur les sinistres dans la commune de Ville-sur-Jarniou ;</p> <p>VU l'arrêté préfectoral n° 2009-5871 du 13 octobre 2009 modifié relatif à l'information des acquéreurs et locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs et sur les sinistres dans la commune de Villeurbanne ;</p> <p>VU l'arrêté préfectoral n° 2009-5824 du 13 octobre 2009 modifié relatif à l'information des acquéreurs et locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs et sur les sinistres dans la commune de Villefranche-sur-Saône ;</p> <p>VU l'arrêté préfectoral n° 2009-3944 du 20 juillet 2009 modifié relatif à l'information des acquéreurs et locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs et sur les sinistres dans la commune de Villeurbanne ;</p> <p>VU l'arrêté préfectoral n° 2011-2150 du 26 avril 2011 modifié relatif à l'information des acquéreurs et locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs et sur les sinistres dans la commune de Ville-Morgon ;</p> <p>VU l'arrêté préfectoral n° 2007-5191 du 23 novembre 2007 modifié relatif à l'information des acquéreurs et locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs et sur les sinistres dans la commune de Voiron ;</p> <p>VU l'arrêté préfectoral n° 2011-2151 du 26 avril 2011 modifié relatif à l'information des acquéreurs et locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs et sur les sinistres dans la commune de Yzeron ;</p>	<p>VU l'arrêté préfectoral du 29 octobre 2012 relatif à la création de la commune nouvelle de Thizy les Bourgs en lieu et place des communes de Bourg de Thizy, La Chapelle de Mardore, Mardore, Marmand et Thizy ;</p> <p>VU l'arrêté préfectoral du 9 octobre 2014 relatif à la création de la commune nouvelle de Vaugreny en lieu et place des communes de Vaugreny et de Saint-Laurent de Vaux ;</p> <p>VU l'arrêté préfectoral du 18 novembre 2015 relatif à la création de la commune nouvelle de Cours en lieu et place des communes de Cours-la-Ville, Thel et Pont-Trambouze ;</p> <p>VU l'arrêté préfectoral du 22 septembre 2016 relatif à la création de la commune nouvelle de Porte des Pierres Dorées en lieu et place des communes de Lierny et Pouilly Le Monial ;</p> <p>VU l'arrêté préfectoral du 22 septembre 2016 relatif à la création de la commune nouvelle de Val d'Oingt en lieu et place des communes de Bois d'Oingt, Oingt et Saint-Laurent d'Oingt ;</p> <p>VU l'arrêté préfectoral du 12 décembre 2017 relatif à la création de la commune nouvelle de Beauvalon en lieu et place des communes de Saint-André le Château, Saint-Jean de Toulas et Chassagny ;</p> <p>VU l'arrêté préfectoral du 28 septembre 2018 relatif à la création de la commune nouvelle de Porte des Pierres Dorées en lieu et place des communes de Porte des Pierres Dorées et de Jamiois ;</p> <p>VU l'arrêté préfectoral du 02 novembre 2018 relatif à la création de la commune nouvelle de Belleville-en-Beaujolais en lieu et place des communes de Belleville et de Saint-Jean-d'Ardeur ;</p> <p>VU l'arrêté préfectoral du 19 décembre 2018 relatif à la création de la commune nouvelle de Vindry-sur-Turdine en lieu et place des communes de Darnét, les Olmes, Pontcharra-sur-Turdine et de Saint-Leop ;</p> <p>VU l'arrêté préfectoral du 20 décembre 2018 relatif à la création de la commune nouvelle de Deux-Grosnes en lieu et place des communes de Avenas, Monsols, Ouroux, Saint-Christophe, Saint-Jacques-des-Arêts, Saint-Mamert et de Trades ;</p> <p>VU l'arrêté du 27 juin 2018 portant délimitation des zones à potentiel radon de niveau 3 pour les communes du département du Rhône ;</p> <p>VU l'arrêté interdépartemental n° 03-2018-18-08-006 (Isère), n° DT 18-0769 (Loire) et n° 69-2018-07-18-003 (Rhône) du 18 juillet 2018 portant approbation du plan de prévention des risques technologiques (PPRT) des établissements Adiaeco France et Tourmaline Real Estate à Saint-Clair-du-Rhône et concernant les communes de Saint-Clair-du-Rhône, Les-Roches-de-Condrieu, Saint-Alban-du-Rhône, Saint-Prim (J), Chavagny, Saint-Michel-sur-Rhône, Vénin (42), Condrieu (69) ;</p> <p>VU les arrêtés préfectoraux du 15 novembre 2018 qui fixent la liste des secteurs d'information sur les sols sur les communes de Belleville, Brignais, Bron, Champagne-au-Mont d'Or, Corbas, Decines-Charpieu, Feyzin, Givors, Grigny, Irigny, Les Artillets, Lyon, Meyzieu, Neuville-sur-Saône, Pierre-Bénite, Puigian, Saint-Denis-sur-Beaune, Saint-Fons, Saint-Genis-Laval, Saint-Priest, Saint-Romain-en-Gier, Saint-Symphorien-sur-Coise, Tarare, Thizy-les-Bourgs, Venissieux, Villefranche-sur-Saône, Villeurbanne ;</p>

Vu l'arrêté préfectoral DDT SPAR 99.2019.01.03.004 du 03 janvier 2019 prescrivant la révision et l'élargissement à l'ensemble du bassin versant du Plan de Prévention des Risques Naturels d'Inondation (PPRNI) de l'Auzerges sur le territoire des communes d'Allix, Ambérieu, Aves, Bagnols, Belmont-d'Auzerges, Buly, Chambon-Allières, Chamstel, Charney, Chasselay, Chailillon-d'Auzerges, Chazay-d'Auzerges, Chénètelles, Chénay-les-Lignes, Civrieux-d'Auzerges, Claveolites, Dardilly, Dième, Dommarion, Frontenas, Grandris, Lachassagne, Lamoine-sur-Auzerges, La-Tour-de-Salvagny, Le-Breuil, Lérys, Lentilly, Létra, Les-Cluses, Limonest, Linsies, Loxazne, Lucenay, Mercilly-d'Auzerges, Meyss, Morand, Morand, Poiré-les-Echarmeaux, Quincieux, Saint-Apollinaire, Saint-André-d'Auzerges, Saint-Cyprien, Saint-Cyprien, Saint-Genès-Nautes, Saint-Jean-des-Vignes, Saint-Just-d'Avey, Saint-Nizier-d'Auzerges, Saint-Vérand, Sainte-Paule, Saury, Ternand, Vay, Vingt, Valsanton, Vindry-sur-Turdine.

VU l'arrêté préfectoral n° DDT\_SPAR\_69\_2019\_01\_03\_005 du 03 janvier 2019 prescrivant l'élaboration du PPRNi de l'Ardèche sur le territoire des communes de Les Ardillats, Deux-Grosnes, Beaujeu, Belleville-en-Beaujolais, Cercis, Chénollet, Chiroubles, Lantignis, Marchamp, Odenas, Quincy-en-Beaujolais, Régnis-Durette, Saint-Didier-sur-Beaujeu, Saint-Lager, Taponas, Vernay, Villié-Morion ;

VU l'arrêté préfectoral n° DDT SPAR 69-2019\_01\_03\_006 du 03 janvier 2019 prescrivant l'élaboration du PPRN du Morgon et du Nizerand sur le territoire des communes de Anse, Arnas, Cogy, Denizé, Frontenas, Gleizé, Laccenas, Lachassagne, Lîmas, Marcy, Montmelas-Saint-Sorlin, Pommeras, Porte-des-Pierres-Dorées, Riviolet, Theizé, Villefranche-sur-Saône, Ville-sous-Jarnieu ;

ARRÊTÉ

## ARTICLE 1<sup>st</sup>

L'arrêté préfectoral n° 2006-1527 du 14 février 2006 susvisé est modifié pour tenir compte de l'arrêté du 27 juin 2018 portant délimitation des zones à potentiel radon pour les communes du département du Rhône suivantes :

[illegible]

29

[illegible]

L'arrêté préfectoral n°2006-1527 en 14 février 2006 susvisé est modifié pour tenir compte de l'approbation du PPRt des établissements Adiseco France et Tourmaline Real Estate à Saint-Clair-du-Rhône concernant la commune de Condrieu (69) pour le département du Rhône.

L'arrêté préfectoral n°2006-1527 en 14 février 2006 susvisé est modifié pour tenir compte des arrêtés susvisés qui fixent la liste des secteurs d'information sur les sols pour les communes de Belleville, Brignais, Bron, Champagne-au-Mont d'Or, Corbas, Decines-Chaprieu, Feyzin, Genna, Givors, Grigny, Igny, Les Ardillats, Lyon, Meyzieu, Neuville-sur-Saône, Pierre-Bénite, Pusignan, Saint-Denis-sur-Beaujeu, Saint-Fons, Saint-Gemini-Laval, Saint-Priest, Saint-Romain-en-Gier, Saint-Symphorien-sur-Coise, Tassin, Thoiry-sur-Rhône, Vertrieux, Villefranche-sur-Saône, Villeurbanne.

L'arrêté préfectoral n° 1527 du 14 février 2006 susvisé est modifié pour tenir compte de la prescription de la révision et d'élargissement à l'ensemble du bassin versant du PPRN de l'Azergues du territoire des communes d'Alix, Ambérieu, Ance, Bagnols, Belmont-d'Azergues, Bully, Chambost-Ambérieu, Chalmat, Charney, Chassigny, Châtillon-d'Azergues, Chazay-d'Azergues, Chénollette, Chéry-des-Lains, Civivieu-d'Azergues, Claviollet, Dardilly, Dième, Dommarin, Frontenas, Grandris, Luchignas, Larnue-sur-Azergues, La-Tour-de-Salvagny, Le-Breuil, Léry, Lentilly, Lésle, Les-Chênes, Lissieu, Lissieu, Lozanne, Lucenay, Marilly-d'Azergues, Marcy, Moiré, Morasol, Poule-les-Echarmeaux, Quincieux, Saint-Apollinaire, Saint-Clement-sur-Vaïssone, Saint-Cy-le-Chausson, Saint-Germain-Nuelles, Saint-Jean-des-Vignes, Saint-Just-d'Ay, Saint-Nizier-d'Azergues, Saint-Vérand, Sainte-Faule, Saucy, Ternand, Val-d'Oingt, Vaïssone, Vindry-sur-

L'arrêté préfectoral n°2006-1527 en 14 février 2006 saisi est modifié pour tenir compte de la prescription du PPRNi de l'Ardèche sur le territoire des communes de Les Ardillats, Deux-Grosnes, Beaujeu, Belleville-en-Beaujolais, Cercis, Chénollette, Chiroubles, Lantignat, Marchamp, Odernat, Quincy-en-Beaujolais, Régnié-Durette, Saint-Didier-sur-Beaujeu, Saint-Lager, Tapponat, Vernay, Villié-Mornon.

28

Exercices d'assimilation des concepts de l'Algorithme - 84-2013-001-124-001 - Mise à jour de l'information des assistants et des locataires de biens immobiliers

450

Direction d'administration des universités de l'Égypte - 88-2018-01-284901 - Mise à jour de l'identification des enseignants et des locataires de locaux universitaires

451

L'arrêté préfectoral n°2006-1527 en 14 février 2006 susvisé est modifié pour tenir compte de la prescription du PPRNI du Morgon et du Nizetrand sur le territoire des communes de Anse, Arnas, Cognin, Denicé, Frontenas, Gleizé, Lacenas, Lachassagne, Limas, Marcy, Montmelas-Saint-Sorlin, Pompiers, Porte-des-Pierres-Dorées, Rivolet, Thézilh, Villefranche-sur-Saône, Ville-sous-Jarnioux.

L'annexe de l'arrêté préfectoral n°2006-1527 en 14 février 2006 susvisé est substituée par celle jointe au présent arrêté pour tenir compte des modifications susvisées.

## ARTICLE 2

Les dossiers communaux d'information annexés aux arrêtés susvisés qui regroupent les éléments nécessaires à l'établissement de l'état des risques naturels, technologiques majeurs et miniers destinés à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur les communes susvisées sont modifiés et mis à jour suite au récents arrêtés

Il est créé un dossier communal d'information pour la commune nouvelle de Thiry les Bourgs, fusionnant les dossiers des communes de Bourg de Thiry, La Chapelle de Mardore, Mardore, Marmand et Thiry.

Il est créé un dossier communal d'information pour la commune nouvelle de Vaugneray, fusionnant les dossiers des communes de Vaugneray et Saint-Laurent-de-Vaux.

Il est créé un dossier communal d'information pour la commune nouvelle de Cours, fusionnant les dossiers des communes de Cours-La-Ville, Thel et Pont-Trambouze.

Il est créé un dossier communal d'information pour la commune nouvelle de Beauvallon en lieu et place des communes de Saint Andéol Le Château, Saint Jean de Toulas et Chassigny.

Il est créé un dossier communal d'information pour la commune nouvelle de Porte Pierres Dorées, fusionnant les dossiers des communes de Lierys, Pouilly Le Monial et Jarnioux.

Il est créé un dossier communal d'information pour la commune nouvelle de Val d'Oingt, fusionnant les dossiers des communes de Bois d'Oingt, Oingt et de Saint Laurent d'Oingt.

Il est créé un dossier communal d'information pour la commune nouvelle de Belleville-en-Beaujolais fusionnant les dossiers des communes de Belleville et de Saint-Jean-d'Ardière.

Il est créé un dossier communal d'information pour la commune nouvelle de Vindry-sur-Turdine fusionnant les dossiers des communes de Darcizé, les Olmes, Pontcharra-sur-Turdine et de Saint-Loup.

Il est créé un dossier communal d'information pour la commune nouvelle de Deux-Grosnes fusionnant les dossiers des communes de Avenas, Monsols, Ouroux, Saint-Christophe, Saint-Jacques-des-Arrêts, Saint-Mamert et de Traden.

27

Elaborado: Departamento de Planeación de la Universidad de Medellín - 2010. Versión 1.0.0.0. Se permite la reproducción de este documento en su totalidad, siempre y cuando se cite la fuente.

157

### ARTICLE 3

Le présent arrêté est affiché en mairies, publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Rhône.

Il est consultable ainsi que le dossier communal d'information en maires, à la direction départementale des territoires du Rhône, à la sous-préfecture de Villefranche-sur-Saône ainsi que sur le site internet des services de l'Etat dans le Rhône.

#### ARTICLE 4 :

Le préfet, secrétaire général de la préfecture du Rhône, préfet délégué pour l'égalité des chances, le directeur départemental des territoires, les maires des communes susvisées sont chargés, pour ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

A Lyon, le 28 JAN. 2019

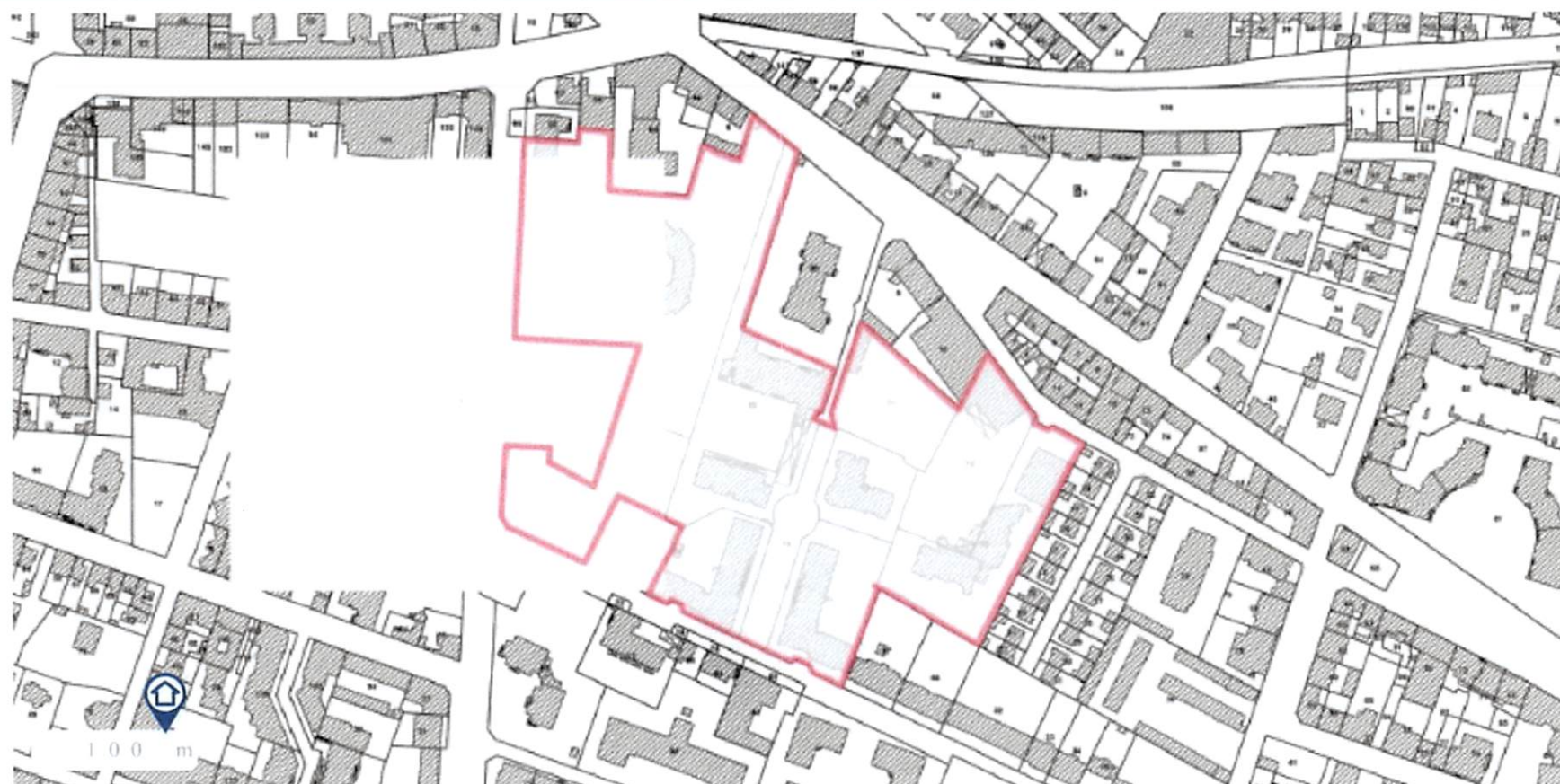
Le directeur  
Le Directeur (départemental),  
Judi PRILLAUD

JUDITH A. WILSON

Direction Administrative des services de l'État - BP 201901 - 98401 - Nouméa pour la transmission des justificatifs et des documents de l'avis de l'État.

45

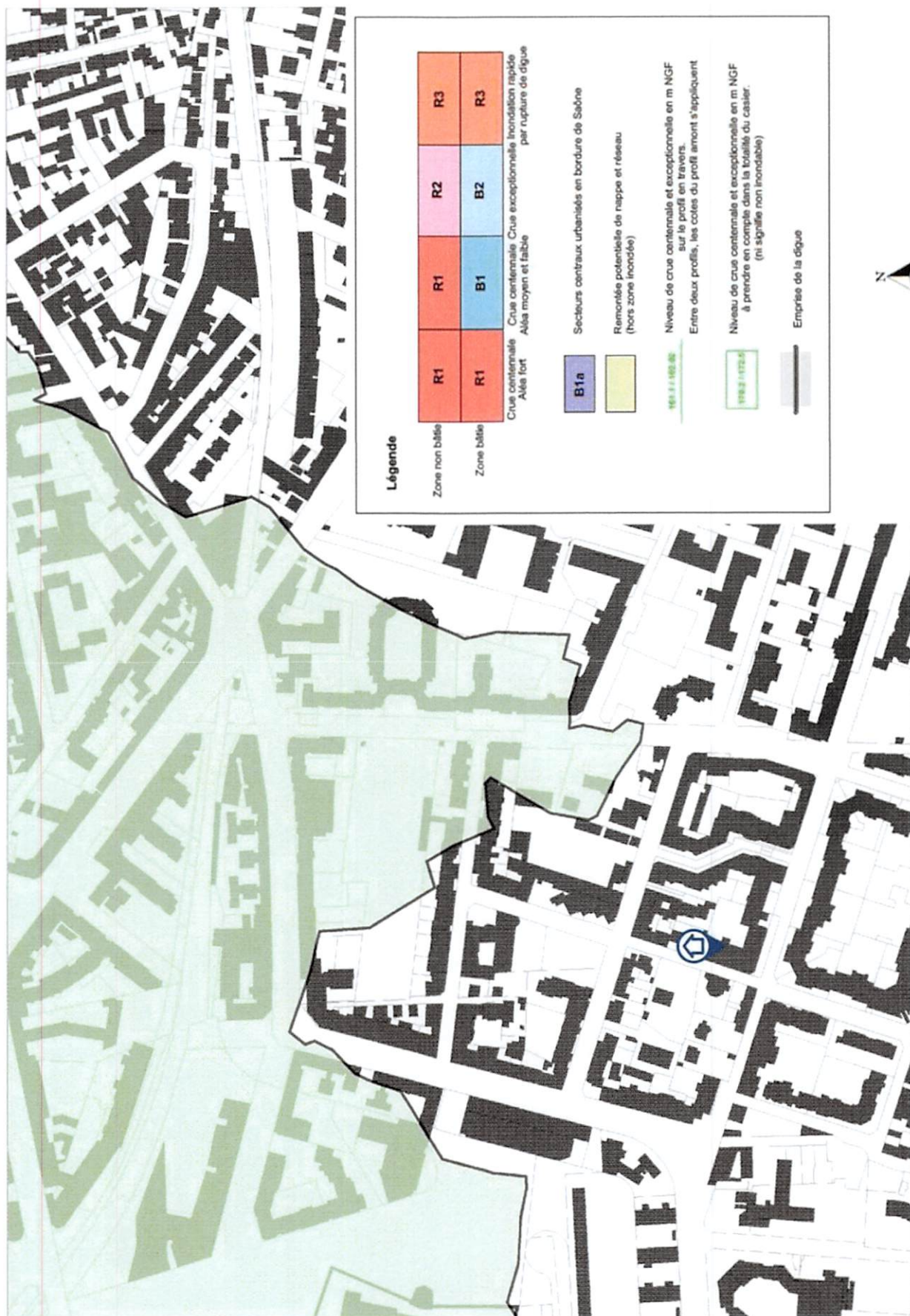




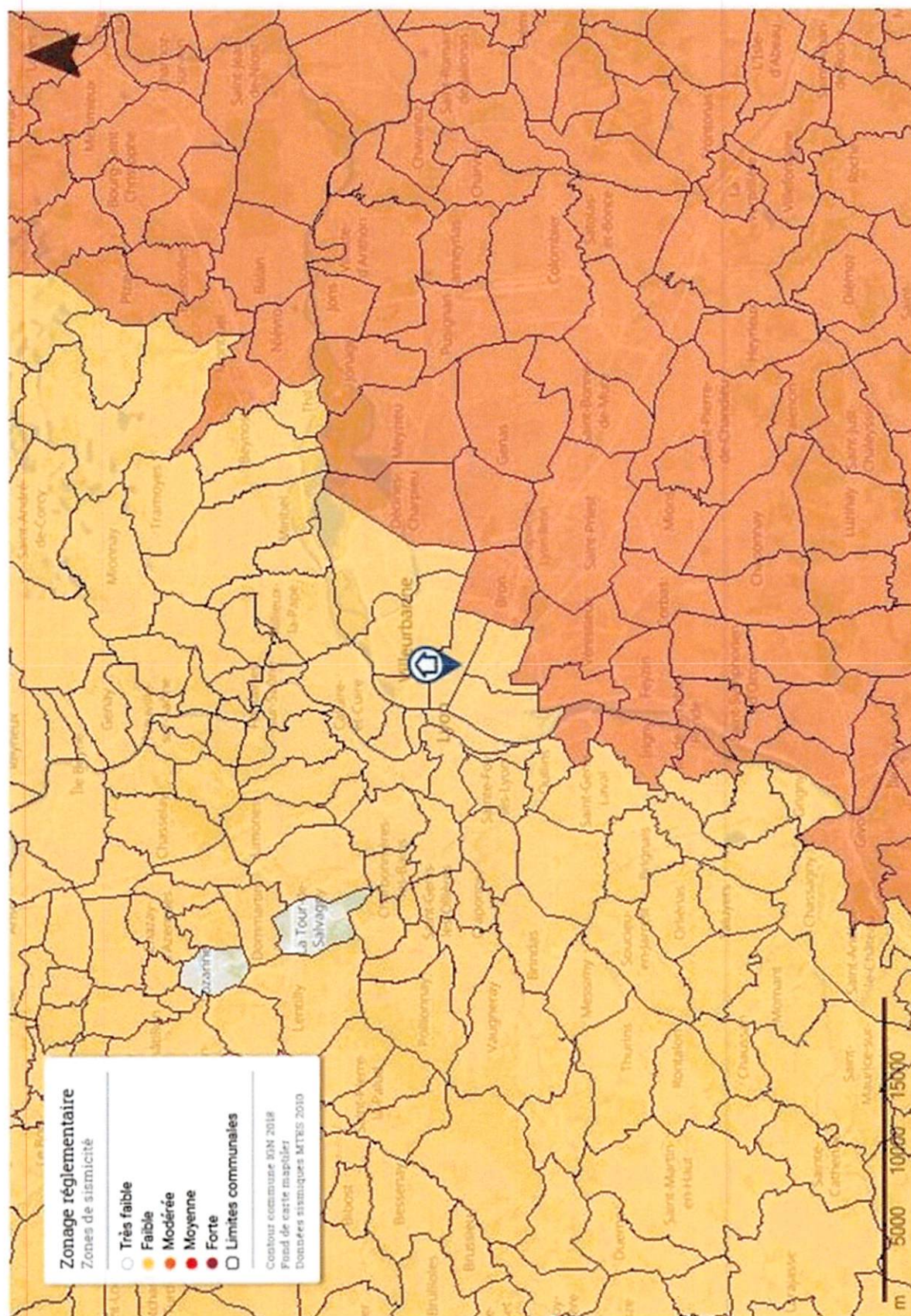
Périmètre du SIS  
Parcelles cadastrales - IGN

Identifiant : 69SIS02003











## Attestation d'assurance

Police n° 49 356 477 - Adhérent GS n° 145787

### Attestation d'assurance



Allianz Responsabilité Civile Activités de Services

La Sté d'Assurances, Allianz I.A.R.D., dont le siège social est situé, 1 cours Michelet - CS 30051 - 92076 Paris La Défense cedex certifie que :

**COTIERE DIAGNOSTICS**  
Alain ANTOLINOS  
53 rue Neuve  
01120 THIL

est titulaire d'un contrat Allianz Responsabilité Civile Activités de Services souscrit auprès d'elle sous le N° 49366477.

Ce contrat a pour objet de :

- satisfaire aux obligations édictées par l'ordonnance n° 2005 - 655 du 8 juin 2005 et son décret d'application n° 2006 - 1114 du 5 septembre 2006, codifié aux articles R 271- 1 à R 212- 4 et L 271- 4 à L 271-6 du Code de la construction et de l'habitation, ainsi que ses textes subséquents ;
- garantir l'Assuré contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile professionnelle qu'il peut encourir à l'égard d'autrui du fait des activités, telles que déclarées aux Dispositions Particulières, à savoir :

Sont couvertes les activités suivantes, sous réserve que les compétences de l'assuré, personne physique ou que les compétences de ses diagnostiqueurs salariés aient été certifiées par un organisme accrédité, lorsque la réglementation l'exige, et ce pour l'ensemble des diagnostics réalisés :

Repérage listes A et B, constitution de DAPP et de DTA, évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante, repérage liste C, repérage avant travaux, examen visuel après travaux de retrait de matériaux et produits contenant de l'amiante, dans tout type de bâtiment et plus généralement dans tout type d'ouvrage ou d'équipement de génie civil.

(Amiante AVEC mention)

Exposition au plomb (CREP), parties privatives et parties communes

Recherche de plomb avant travaux

Etat de l'installation intérieure de gaz

Diagnostic de performances énergétiques (DPE) tous types de bâtiments

Etat de l'installation intérieure de l'électricité, parties privatives et parties communes

Diagnostic Technique Global (DTG)

Loi Carrez

Etat des Risques et Pollutions (ERP)

Milieux de copropriété, tantèmes de charges

Constat logement décent

Prêt conventionné - Normes d'habitabilité

Diagnostic mètre habitable - Relevé de surfaces

Plans et croquis à l'exclusion de toute activité de conception

Etat des lieux locatif

Relevé de cotes pour la réalisation de plans d'évacuation et constat visuel de présence ou non de portes coupe-feu dans les immeubles d'habitation

Détermination de la concentration de plomb dans l'eau des canalisations

Installation de détecteurs de fumée

Réalisation des attestations de prise en compte de la réglementation thermique pour les maisons individuelles ou accolées

Conseil et Etude en Rénovation Énergétique

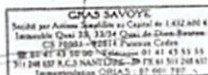
Diagnostic sécurité piscine

La présente attestation est délivrée pour la période du 1<sup>er</sup> janvier 2020 au 31 décembre 2020 et sous réserve du paiement de la cotisation émise ou à émettre.

Garantie RC Professionnelle: 3 000 000 € par sinistre et par année d'assurance.

Le présent document, établi par Allianz I.A.R.D., a pour objet d'attester l'existence d'un contrat. Il constitue une présomption d'application des garanties, mais ne peut engager Allianz I.A.R.D. au-delà des conditions et limites du contrat auquel il se réfère. Les exceptions de garantie opposables aux souscripteurs et assurés le sont également à toute personne bénéficiaire de l'indemnité (résiliation, nullité, règle proportionnelle, exclusions, déchéances...). Toute adjonction autre que les cachets et signature du représentant de la Société est réputée non écrite.

Etablie à La Défense, le 27 décembre 2019, Pour Allianz



Allianz I.A.R.D.  
Entreprise régie par le Code des Assurances  
Société anonyme au capital de 991 967 200 euros

Siège social  
1 cours Michelet - CS 30051 - 92076 Paris La Défense cedex  
542 110 291 RCS Nanterre





CABINET AGENDA COTIERE DIAGNOSTICS

53 Rue Neuve  
01120 THIL

Tél : 04 78 06 62 65 – Fax : 04 78 06 62 65

Mob : 06 77 26 52 58

alain.antolinos@agendaexpertises.fr

Dossier N° 2020-02-091 #SU

## Attestation de surface privative (Carrez)

### Désignation de l'immeuble

Adresse : **9 RUE DES TUILIERS**  
**69003 LYON**  
Référence cadastrale : **BD / 126**  
Lot(s) de copropriété : **145/146** N° étage : **3**  
Nature de l'immeuble : **Local Commercial ou Bureau**  
Étendue de la prestation : **Parties Privatives**  
Destination des locaux : **Bureaux**  
Date permis de construire : **1990**



### Désignation du propriétaire

Propriétaire : [REDACTED]

Si le propriétaire n'est pas le donneur d'ordre (sur déclaration de l'intéressé) :

Qualité du donneur d'ordre :

Identification :

### Identification de l'opérateur

Opérateur de mesurage : **Alain ANTOLINOS**  
Cabinet de diagnostics : **CABINET AGENDA Cotière diagnostics**  
**53 Rue Neuve – 01120 THIL**  
**N° SIRET : 503 656 928 00010**

Compagnie d'assurance : **ALLIANZ** N° de police : **49366477**

Validité : **DU 01/01/2020 AU 31/12/2020**

### Réalisation de la mission

N° de dossier : **2020-02-091 #SU**  
Ordre de mission du : **27/01/2020**  
Document(s) fourni(s) : **Aucun**  
Commentaires : **Néant**

### Cadre réglementaire

- Article 46 de la Loi n°65-557 du 10 juillet 1965 fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis
- Articles 4-1 à 4-3 du Décret n°67-223 du 17 mars 1967 pris pour l'application de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis



**Nota :** L'ensemble des références légales, réglementaires et normatives s'entendent de la version des textes en vigueur au jour de la réalisation du diagnostic.

## Limites du domaine d'application du mesurage

Les surfaces mentionnées ont fait l'objet d'un lever régulier et la superficie privative (dite 'surface Carrez') est conforme à la définition du Décret n°67-223 du 17 mars 1967. Les mesures ont été réalisées à l'aide d'un mètre ruban et d'un télémètre laser, sur la base du bien tel qu'il se présentait matériellement au jour de la visite, conformément à la jurisprudence constante (Cour de cassation 3<sup>e</sup> Chambre civile du 5/12/2007 et du 2/10/2013). Dans le cas où le règlement de copropriété n'a pas été fourni, il appartient au vendeur de contrôler que la totalité des surfaces mesurées ont bien le caractère de surface privative.

## Synthèse du mesurage

<p align="center"><b>Surface privative : 306,52 m<sup>2</sup></b>  <i>(trois cent six mètres carrés cinquante deux décimètres carrés)</i></p> <p align="center">Surface non prise en compte : 80,36 m<sup>2</sup></p>	
---	--

## Résultats détaillés du mesurage

LOCAUX	Commentaires	Surfaces privatives	Surfaces NPC <sup>(1)</sup>
LOT 145 3ème étage Entrée		31,76 m <sup>2</sup>	
LOT 145 3ème étage Bureau		13,21 m <sup>2</sup>	
LOT 145 3ème étage Dégagement		12,44 m <sup>2</sup>	
LOT 145 3ème étage Cuisine		23,22 m <sup>2</sup>	
LOT 145 3ème étage Salle 1		44,30 m <sup>2</sup>	
LOT 145 3ème étage Salle 2		26,09 m <sup>2</sup>	
LOT 145 3ème étage Bureau 2		7,92 m <sup>2</sup>	
LOT 145 3ème étage Salle 3		51,98 m <sup>2</sup>	
LOT 145 3ème étage Placard		3,37 m <sup>2</sup>	
LOT 145 3ème étage local1		4,56 m <sup>2</sup>	
LOT 145 3ème étage Salle 4		55,71 m <sup>2</sup>	
LOT 145 Sous sol parking 20	Emplacement de stationnement		11,48 m <sup>2</sup>
LOT 145 Sous sol parking 21	Emplacement de stationnement		11,48 m <sup>2</sup>
LOT 145 Sous sol parking 11	Emplacement de stationnement		11,48 m <sup>2</sup>
LOT 145 Sous sol parking 12	Emplacement de stationnement		11,48 m <sup>2</sup>
LOT 145 Sous sol parking 13	Emplacement de stationnement		11,48 m <sup>2</sup>
LOT 145 Sous sol parking 14	Emplacement de stationnement		11,48 m <sup>2</sup>
LOT 145 Sous sol parking 15	Emplacement de stationnement		11,48 m <sup>2</sup>
LOT 146 3ème étage Palier		19,92 m <sup>2</sup>	
LOT 146 3ème étage Sanitaire		3,89 m <sup>2</sup>	
LOT 146 3ème étage WC		1,08 m <sup>2</sup>	
LOT 146 3ème étage Sanitaire 2		4,84 m <sup>2</sup>	
LOT 146 3ème étage WC 2		1,08 m <sup>2</sup>	
LOT 146 3ème étage WC 3		1,15 m <sup>2</sup>	
<b>SURFACES TOTALES</b>		<b>306,52 m<sup>2</sup></b>	<b>80,36 m<sup>2</sup></b>

(1) Non prises en compte



## Dates de visite et d'établissement de l'attestation

Visite effectuée le **05/02/2020**

État rédigé à THIL, le **05/02/2020**

*Signature de l'opérateur de mesurage*



*Cachet de l'entreprise*

**Cotière Diagnostics**

SARL au Capital de 2000 €  
53 rue Neuve 71120 THIL  
Tél. 04 77 06 62 65 - Port 06 77 26 62 68  
RCS Bourg en Bresse 523 636 385 - APE 7120 B

Le présent rapport ne peut être reproduit que dans son intégralité (annexes comprises), et avec l'accord écrit de son signataire.

## Annexes



## Attestation d'assurance

Police n° 49 366 411 - Adhérent GS n° 146787

### Attestation d'assurance

Allianz 

Allianz Responsabilité Civile Activités de Services

La Sté d'Assurances, Allianz I.A.R.D., dont le siège social est situé, 1 cours Michelet - CS 30051 - 92076 Paris La Défense cedex certifie que :

**COTIERE DIAGNOSTICS**  
**Alain ANTOLINOS**  
53 rue Neuve  
01120 THIL

est titulaire d'un contrat Allianz Responsabilité Civile Activités de Services souscrit auprès d'elle sous le N° 49366477.

Ce contrat a pour objet de :

- satisfaire aux obligations édictées par l'ordonnance n° 2005 - 655 du 8 juin 2005 et son décret d'application n° 2006 - 1114 du 5 septembre 2006, codifié aux articles R 271-1 à R 271-4 et L 271-4 à L 271-6 du Code de la construction et de l'habitation, ainsi que ses textes subséquents ;
- garantir l'Assuré contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile professionnelle qu'il peut encourir à l'égard d'autrui du fait des activités, telles que déclarées aux Dispositions Particulières, à savoir :

Sont couvertes les activités suivantes, sous réserve que les compétences de l'assuré, personne physique ou que les compétences de ses diagnostiqueurs salariés aient été certifiées par un organisme accrédité, lorsque la réglementation l'exige, et ce pour l'ensemble des diagnostics réalisés :

Repérage listes A et B, constitution de DAPP et de DTA, évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante, repérage liste C, repérage avant travaux, examen visuel après travaux de retrait de matériaux et produits contenant de l'amiante, dans tout type de bâtiment et plus généralement dans tout type d'ouvrage ou d'équipement de génie civil.

(Amiante AVEC mention)

Exposition au plomb (CREP), parties privatives et parties communes

Recherche de plomb avant travaux

Etat de l'installation intérieure de gaz

Diagnostic de performance énergétique (DPE) tous types de bâtiments

Etat de l'installation intérieure de l'électricité, parties privatives et parties communes

Diagnostic Technique Global (DTG)

Loi Carrez

Etat des Risques et Pollutions (ERP)

Milieux de copropriété, tantômes de charges

Constat logement décent

Prêt conventionné - Normes d'habitabilité

Diagnostic mètre habitable - Relevé de surfaces

Plans et croquis à l'exclusion de toute activité de conception

Etat des lieux locatif

Relevé de cotes pour la réalisation de plans d'évacuation et constat visuel de présence ou non de portes coupe-feu dans les immeubles d'habitation

Détermination de la concentration de plomb dans l'eau des canalisations

Installation de détecteurs de fumée

Réalisation des attestations de prise en compte de la réglementation thermique pour les maisons individuelles ou accolées

Conseil et Etude en Rénovation Énergétique

Diagnostic sécurité piscine

La présente attestation est délivrée pour la période du 1<sup>er</sup> janvier 2020 au 31 décembre 2020 et sous réserve du paiement de la cotisation émise ou à émettre.

Garantie RC Professionnelle: 3 000 000 € par sinistre et par année d'assurance.

Le présent document, établi par Allianz I.A.R.D., a pour objet d'attester l'existence d'un contrat. Il constitue une présomption d'application des garanties, mais ne peut engager Allianz I.A.R.D. au-delà des conditions et limites du contrat auquel il se réfère. Les exceptions de garantie opposables aux souscripteurs et assurés le sont également à toute personne bénéficiaire de l'indemnité (résiliation, nullité, règle proportionnelle, exclusions, déchéances...). Toute adjonction autre que les cachets et signature du représentant de la Société est réputée non écrite.

Etablie à La Défense, le 27 décembre 2019, Pour Allianz



Allianz I.A.R.D.  
Entreprise régie par le Code des Assurances  
Société anonyme au capital de 991 967 200 euros

Siège social  
1 cours Michelet - CS 30051 - 92076 Paris La Défense cedex  
542 110 291 RCS Nanterre

**CABINET AGENDA Cotière diagnostics**

53 Rue Neuve

01120 THIL

Tel : 04 78 06 62 65 – Fax : 04 78 06 62 65

Port : 06 77 26 52 58 – alain.antolinos@agendaexpertises.fr

9 RUE DES TUILIERS

69003 LYON

THIL, le 16/02/2020

Dossier : 2020-02-091 – [REDACTED]

Adresse : 9 RUE DES TUILIERS

69003 LYON

Monsieur,

Conformément à votre ordre de mission, nous sommes intervenus le 05/02/2020 pour réaliser un repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante dans l'immeuble cité en référence.

Vous trouverez ci-joint le rapport correspondant à cette mission de repérage. Nous vous prions de nous retourner au plus tôt le coupon ci-dessous, daté et signé, afin de satisfaire aux obligations réglementaires liées à ce type de mission.

Nous vous remercions de la confiance que vous nous avez accordée et restons à votre disposition pour tout complément d'information que vous jugeriez utile.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur, l'expression de nos sentiments dévoués.

Alain ANTOLINOS  
Diagnosticteur AGENDA

**Cotière Diagnostics**  
SARL au Capital de 8000 €  
53 rue Neuve - 01120 THIL  
Tél. 04 78 06 62 65 - Fax 04 78 06 62 65  
RCS Bourg en Bresse 503 656 928 - APE 7120 B



Je, soussigné [REDACTED], certifie être en possession du rapport de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante n° 2020-02-091.

Date : .....

Signature :

[www.agendaexpertises.fr](http://www.agendaexpertises.fr)

Amiante Plomb Termites Gaz Électricité DPE Loi Carrez ERP  
État Des Lieux Logement Décent Assainissement DTG Millièmes...

SARL au capital de 8000 € - SIRET : 503 656 928 00010 - APE : 7120B  
Assurance RCP n°49366477-ADHESION n°146787 par ALLIANZ - Garantie 3.000.000 Euros